

DÉCÈS D'HERVÉ BOURGES

Le Président Tebboune rend hommage à «un ami de l'Algérie»

P. 24

ÉNERGIES RENOUVELLABLES

Djerad trace un objectif 16 000 mégawatts à l'horizon 2035

P. 5

BREXIT :

L'Algérie pour un accord de coopération globale avec le Royaume-Uni

P. 24

VISITE OFFICIELLE DE L'ÉMIR DE L'ÉTAT DU QATAR EN ALGÉRIE

Identité d'approches sur les questions internationales

Lors de la conférence de presse conjointe avec l'émir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, à l'occasion de la visite officielle de ce dernier, hier à Alger, le Président Tebboune a résumé les entretiens qu'il a eus avec son homologue qatari en mettant en avant "une entente totale entre les deux pays sur les points soulevés tant dans les domaines économique et politique que sur les questions régionales (monde arabe) et internationales".

DKnews



SYMBOLES DE LA RÉVOLUTION

L'ONM appelle à l'application "stricte et rigoureuse" des lois de la République

P. 3

RÉSERVES HYDRIQUES

"Suffisantes" pour satisfaire les besoins des citoyens en 2020

P. 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR:

"L'Université bientôt dotée d'un statut particulier"

P. 4

SANTÉ

ANÉMIE
Une bonne alimentation pour constituer des réserves en fer

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (1/8 ALLER):
Real Madrid-Manchester City, le choc de ce soir

P. 22



CINÉMA ALGÉRIEN
Le renouveau passe par la libération de l'expression artistique (APAC)

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Découverte d'une cache d'armes à M'sila et destruction d'une casemate pour terroristes à Tipasa

P. 2

SOUSCRIPTEURS AADL Convocation la semaine prochaine pour la remise des décisions d'affectation

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) devra procéder, au cours de la semaine prochaine, à la convocation de 120.000 souscripteurs pour la remise des décisions d'affectation, dans le cadre du programme "AADL 2", a indiqué hier à Alger le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri.

L'AADL s'attèle à la finalisation de son site électronique, pour permettre aux souscripteurs concernés de retirer leurs décisions d'affectation à travers 36 wilayas, dont 32.000 souscripteurs à Alger, a fait savoir M. Nasri, lors d'une conférence de presse animée à Alger.

Le ministre a fait état de plus de 70% de taux de réalisation des logements à affecter, ajoutant qu'un total de 128.000 souscripteurs avaient bénéficié de cette formule qui englobe 560.000 logements. Concernant les souscripteurs ayant déjà payé la première tranche du montant du logement, M. Nasri a précisé que les projets destinés à cette catégorie n'ont pas été encore lancés, ajoutant que l'étude de 70.000 logements a été finalisée, sachant que des appels d'offre de vront être lancés dans les prochains jours pour la réalisation de 70.000 nouvelles unités dans le cadre du programme "AADL", ce qui permettra l'ouverture du site électronique au profit de cette catégorie au moment opportun.

Le secteur œuvre à exploiter les terrains qui étaient occupés par les bidonvilles pour lancer des programmes AADL, a-t-il poursuivi. S'agissant des recours et des souscripteurs qui n'ont pas payé la première tranche du prix de leur logement, M. Nasri a souligné que le secteur était en passe d'étudier la situation de cette catégorie en vue de trouver des solutions adéquates, notamment en ce qui concerne le foncier et le financement.



CORONAVIRUS: La DSP dément l'enregistrement d'un cas à Tizi-Ouzou



La direction locale de la santé et de la population (DSP) a démenti hier dans un communiqué, l'information diffusée à travers les réseaux sociaux sur un cas de coronavirus enregistré à la polyclinique d'Iflissen, au nord de Tizi-Ouzou.

La DSP a précisé dans son communiqué qu'il ne s'agit que d'"une grippe compliquée de pneumopathie".

Contacté par l'APS le directeur local de la santé (DSP), Abbès Ziri, a fait savoir qu'il s'agit d'"un individu de 37 ans souffrant d'un problème aigu de pneumologie et déjà hospitalisé dans cette clinique pour la même pathologie".

TOURISME - MÉDÉA La source thermale de "Hammam Salihine" bientôt réhabilitée



Une opération de réhabilitation de l'ancienne source thermale "Hammam Salihine" dans la commune de Berrouaghia, dans l'est de Médéa, sera lancée prochainement dans l'objectif de valoriser cette source, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Afin d'éviter la disparition totale de ce qui reste de l'ancienne station thermale, édifée du temps de l'époque romaine, et dont il ne subsiste que quelques salles et bassins faisant parties, autrefois, de ladite station, une étude d'aménagement du site sera élaborée par la direction locale du tourisme, avec le concours des services de la commune de Berrouaghia, afin de déterminer le type d'action à entreprendre pour mieux exploiter cette source thermale, a-t-on expliqué.

Située en bordure de la route nationale N 18 qui fait la jonction entre l'est et l'ouest de la wilaya, "Hammam Salihine", draine, en dépit de l'état d'abandon, des groupes de curistes et de visiteurs, venus de différentes localités de la wilaya, convaincus des bienfaits thérapeutiques de cette source thermale.

L'opération de réhabilitation de la source thermale se ra conduite suivant les critères inclus dans le plan d'aménagement des zones d'expansion touristiques (ZET), finaliser, depuis peu, et fixant les conditions d'intervention et d'exploitants des sites naturels, a-t-on précisé.

Le recours à l'investissement privé ou public, ou les deux à la fois, pour le financement de cette opération de réhabilitation dépendra des offres déjà soumises et à l'étude au niveau du secteur du tourisme ou celles qui seront proposées à venir, a fait remarquer la même source.

HADJ 2020 136 vols programmés vers les Lieux saints, le premier prévu le 4 juillet

Le Directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), Youcef Azzouza, a annoncé, lundi à Alger, la programmation de 136 vols pour le transport des pèlerins algériens vers les Lieux saints dans le cadre du hadj 2020, le premier vol étant prévu le 4 juillet à partir d'Alger.

Invité du Forum d'El Moudjahid, M. Azzouza a indiqué que "136 vols sont programmés pour le transport des pèlerins algériens vers les Lieux saints pour l'accomplissement du hadj 2020", précisant que "le premier vol est prévu le 4 juillet prochain à partir d'Alger". Concernant le coût du hadj cette saison, il a fait savoir qu'"il sera annoncé dans quelques jours après la réunion du Conseil des ministres", assurant qu'"il ne dépassera pas 60 millions de centimes".

A ce propos, le responsable a rappelé que les autorités saoudiennes avaient imposé de nouvelles taxes pour le visa et l'assurance des hadjis, précisant que les taxes du visa ne concernaient pas uniquement les candidats au hadj ou à la omra mais toute personne devant se rendre en Arabie saoudite. Concernant l'encadrement des 41.300 candidats au hadj 2020, M. Azzouza a fait savoir que la Mission algérienne était composée de 850 membres dont 115 relevant du secteur de la Santé. A une question sur la protection des pèlerins algériens contre le Coronavirus, le directeur général de l'ONPO a affirmé que les autorités publiques veillaient à la protection des hadjis algériens contre différentes maladies, en particulier le coronavirus, estimant qu'"il est encore trop tôt pour évoquer cette question, d'autant, a-t-il dit, que les autorités saoudiennes n'ont annoncé aucun cas de coronavirus à ce jour".

54 agences de tourisme ont été agréées pour contribuer à l'organisation du hadj 2020 et devront encadrer 52% du nombre global des pèlerins, soit 21.450 hadjis, a fait savoir M. Azzouza, faisant état de l'exclusion cette année de trois (03) agences spécialisées dans l'organisation du Hadj et 7 autres dans l'organisation de la Omra. Dans ce cadre, le directeur général de l'ONPO a évoqué les mesures et dispositions prises pour améliorer les prestations assurées aux pèlerins, notamment en ce qui a trait aux opérations du hadj électronique, à savoir la réservation des chambres et des billets d'avion via Internet. M. Azzouza a tenu à rappeler les efforts que déploie l'Office pour la réussite de la saison du hadj, dont l'organisation de sessions de formation au profit des membres de la Mission et l'organisation de caravanes d'explication des rites du hadj au profit des citoyens. L'organisation de la saison du hadj est "une mission nationale qui exige la conjugaison des efforts de tous", a rappelé M. Azzouza, soulignant qu'un intérêt particulier est accordé à cette mission en Algérie où tous les moyens sont mobilisés pour assurer les meilleures conditions aux hadjis.

JUSTICE/CORRUPTION M'sila : l'ancien et l'actuel présidents de l'APC de Sidi Ameur placés en détention provisoire

L'ancien et l'actuel présidents de l'assemblée populaire communale de Sidi Ameur (M'sila) et quatre autres élus de cette collectivité locale ont été placés en détention provisoire suite à une décision de la chambre d'accusation près la cours de M'sila pour des affaires en lien avec la corruption, a-t-on appris hier d'une source judiciaire.

Les concernés sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation dont celui d'"abus de pouvoir", "dilapidation de deniers publics" et "trafic d'influence", a précisé la même source. Au total, 28 présidents d'assemblées populaires communales sur 47 communes de la wilaya de M'sila sont poursuivis dans des affaires liées à la corruption, rappelle-t-on.

L'ancien chef du protocole à la présidence de la République, Mokhtar Reguieg placé en détention provisoire pour corruption

L'ancien chef du protocole à la présidence de la République, Mokhtar Reguieg a été placé lundi en détention provisoire pour "affaires de corruption et trafic d'influence", a-t-on appris de source judiciaire. Quatre autres personnes ont été placées en détention provisoire dans la même affaire, à savoir les hommes d'affaires Metidji Hocine Mansour, Metidji M'hamed Zoubir, Haddad Ali et Ouaroune Ahmed. Dans la même affaire, cinq autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire, dont l'inspecteur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) Mohamed Belabdi, alors que quatre autres ont été mises en liberté.

ARMÉE Colloque à Alger sur le développement de l'industrie militaire et ses retombées (MDN)

Un colloque sur le thème "Développement de l'industrie militaire et ses retombées" s'est tenu hier au Cercle national de l'Armée à Béni Messous (Alger), dans l'objectif de mettre en lumière l'importance qu'accorde le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) au développement de l'industrie militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Le développement de l'industrie militaire implique notamment "la maîtrise de la technologies de pointe, la maintenance des systèmes d'armes et de la conception et la production et le développement des équipements et matériels nécessaires pour assurer la disponibilité opérationnelle de nos Forces armées", précise-t-on de même source.

L'inauguration des travaux de ce colloque a été présidée par le général-major Akroum Ali, chef du Département organisation et logistique de l'état-major de l'ANP, en présence de cadres de l'ANP, de chercheurs universitaires, de représentants de différentes structures de formation relevant du MDN ainsi que des attachés militaires accrédités à Alger.

Le colloque a été organisé par l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective du MDN dans le cadre de la concrétisation des activités scientifiques pour l'année 2019-2020, ajoute le communiqué.

MOUDJAHIDINE/DÉCÈS Tissemsilt : décès du moudjahid Ouazen Belkacem

Le moudjahid Ouazen Belkacem est décédé lundi dans la ville de Khemisti (Tissemsilt) à l'âge de 85 ans des suites d'une maladie, a-t-on appris auprès du Musée du Moudjahid de la wilaya. Né en 1935 à Khemisti, le défunt moudjahid rejoignit en 1958 les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) au niveau de la Zone 4 de la Wilaya IV historique, a indiqué à l'APS la même source.

La dépouille du regretté moudjahid a été inhumée lundi au cimetière de Sidi Mansour en présence de membres de la famille révolutionnaire et une foule nombreuse de citoyens.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL Appel au contrôle de l'application de la justice constitutionnelle dans la vie publique pour la promotion des droits et des libertés

Les participants à la Conférence internationale sur "le droit constitutionnel et la protection des droits et des libertés" ont mis l'accent, lundi à Alger, sur l'impératif de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme et les libertés à travers le contrôle de "l'application de la justice constitutionnelle" dans la vie publique.

Intervenant lors du deuxième atelier ouvert "La justice constitutionnelle et la protection des droits et des libertés: approche comparative", organisé au Centre international des conférences, (CIC), Abdellatif Rehal, le ministre des Affaires religieuses, Youcef Belmehdi a plaidé pour une Constitution humaine qui vise la promotion des droits de l'Homme dans le monde", déplorant de flagrantes violations des droits de l'Homme en dépit des Constitutions dans les pays et des conventions internationales.

Qualifiant, dans ce sens, la Charia de "Constitution initiale", il a expliqué qu'elle "est venue combattre toutes formes de haine, de racisme et d'inégalité et prôner la justice, le respect des libertés et la reconnaissance des droits sans discrimination aucune, d'où l'intérêt de se référer à la doctrine de l'Islam pour la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés", a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Belmehdi a évoqué le comité en charge de la révision constitutionnelle, qui est composé, a-t-il dit de personnes chevronnées en la matière, estimant qu'elles puiseront forcément de leur expérience de vie car la finalité des lois est



l'organisation de la vie publique.

Il a indiqué, d'autre part, que la loi sur la criminalisation du racisme et du discours de haine "est à même de consacrer le principe de justice et d'égalité entre citoyens et d'imposer le respect de l'autre. De son côté, le membre de la Cour constitutionnelle de Jordanie et représentant de l'Union des cours et conseils constitutionnels arabe, Akram Aref Msaada a indiqué que les droits de l'Homme sont des principes "divins" avant d'être légiférés dans des lois dépositaires et des conventions, rappelant, également, que la Charia islamique a été la première constitution à avoir consacré le principe de l'égalité entre les humains, notwithstanding leur religion, leur couleur ou leur race, et ce, bien avant l'émergence des Constitutions consacrant la justice, la liberté et le droit et d'une justice consti-

tutionnel dont la mission est le contrôle a priori et a posteriori. M. Msaada a abordé, dans son intervention, l'histoire de la justice constitutionnelle et son évolution dans les pays arabes qui, a-t-il précisé, en dépit du choix de cours constitutionnelles ou de conseils constitutionnels, comme en Algérie, vise le même objectif à savoir le contrôle a priori ou à la constitutionnalité des lois. Ces conseils et Cours constitutionnels, a-t-il ajouté, ont pris durant les dernières années plusieurs décisions visant à renforcer le respect des droits de l'Homme et des libertés et à assurer l'égalité entre les citoyens, citant le Conseil constitutionnel algérien qui a activé le principe de "l'exception d'inconstitutionnalité" pour garantir la conformité des lois avec la Constitution, et partant éviter toute incompatibilité des articles relatifs au res-

pect des droits et des libertés.

Le deuxième atelier ouvert a porté sur trois axes importants à savoir l'évolution des droits et des libertés dans les constitutions, les libertés et les droits dans la jurisprudence des tribunaux et des conseils constitutionnels et l'exception d'inconstitutionnalité comme mécanisme efficace de protection des droits et des libertés.

Cet atelier prévoit pour l'après-midi l'organisation d'une table ronde, modérée par M. Ka mel Feniche portant sur le concept de la paix dans les textes constitutionnels nationaux, la contribution de la justice constitutionnelle à l'établissement et la préservation de la paix sociale et la réconciliation nationale.

Cet atelier qui intervient dans le cadre de la conférence internationale sur "le droit constitutionnel et la protection des droits et des libertés", organisée dans le cadre de la célébration du 30^{ème} anniversaire de la création du Conseil constitutionnel, a vu la présence du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghami, du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi et du président du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche outre plusieurs délégations étrangères.

PERSONNALITÉS/COLLOQUE

L'adhésion au projet de dialogue et de médiation du Président Tebboune, un moyen pour sortir l'Algérie de la crise

L'adhésion au projet de dialogue et de médiation mené par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, constitue "le moyen idéal pour sortir l'Algérie de la crise", est estimé lundi à Guelma les participants à la 11^{ème} édition du colloque national sur la vie du défunt président Houari Boumediene (1932/1979) consacrée au "rôle de l'identité dans la préservation de l'unité nationale".

Le journaliste Ali Draâ a souligné, lors des travaux de la rencontre organisée à la salle omnisports de la commune Houari Boumediene (30 km de Guelma) par l'association locale "El Wiam" pour la promotion des activités juvéniles, "l'importance de la cohésion et l'appui de la démarche du président Abdelmadjid Tebboune pour faire

aboutir le dialogue engagé et mettre en échec la tentative de ceux qui veulent déstabiliser le pays". "Le mouvement populaire du 22 février (Hirak) a sauvé l'Algérie et consolidé l'unité nationale", a-t-il dit, soulignant que "le dialogue permettra à son tour de trouver les solutions à nos problèmes".

Dans ce contexte, M. Draâ a estimé que le colloque constitue une opportunité pour s'inspirer de l'action du second président de l'Algérie pour "jeter des jalons solides à une Algérie forte attachée aux principes de la proclamation du 1^{er} novembre 1954".

Pour sa part, le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), Tayeb El Houari, a fait état du dialogue lancé par le défunt Houari Boumediene en milieu des jeunes pour soutenir certains

grands projets, dont celui de l'arabisation, et a appelé à ouvrir des espaces de dialogue pour préserver la mémoire nationale et construire une patrie unie, sécurisée et stable conformément à la démarche du président Abdelmadjid Tebboune. De son côté, l'universitaire Mohamed Lamine Belghith a indiqué que la politique coloniale française en Algérie était axée sur la déstructuration de la société algérienne et les différences culturelles pour briser l'unité et la cohésion sociale des Algériens.

La rencontre ouverte en présence des autorités locales et Fouzia Boukharouba, nièce du président Houari Boumediene représentant la famille de feu le chef de l'Etat, a été marquée par une minute de silence à la mémoire du défunt Ahmed Gaïd Salah.

ATTEINTE AUX SYMBOLES DE LA RÉVOLUTION:

L'ONM appelle à l'application "stricte et rigoureuse" des lois de la République

L'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) a appelé, lundi, les parties concernées à prendre toutes les mesures permettant une application "stricte et rigoureuse" des lois de la République "en cas d'atteinte aux symboles de la Révolution algérienne". Un appel qui intervient après que "l'ancien directeur de la culture de la wilaya de M'sila a mis en doute le patriotisme d'un des symboles de la Révolution algérienne, allant jusqu'à l'accuser de trahison", précise l'ONM dans un communiqué, estimant que "le laxisme dans l'application de la loi et l'absence de mesures

répressives idoines à l'encontre de quiconque s'avise de porter atteinte à ceux qui, seuls, ont le mérite d'avoir permis à notre pays de recouvrer sa souveraineté nationale, ont encouragé les dérapages d'individus qui ont de l'animosité à l'endroit des symboles nationaux".

Pour l'ONM, "il faut mettre à nu les véritables desseins de ces ennemis et appliquer la loi avec rigueur à leur encontre, surtout dans la conjoncture actuelle où nous assistons sidérés à la mise en doute de la sincérité et de la loyauté de ces hommes qui se sont sacrifiés et ont payé un lourd

tribut pour libérer leur patrie du joug du colonialisme français".

Dans un communiqué publié en janvier 2019, l'ONM avait "condamné quiconque se permet de porter atteinte aux symboles de la Révolution algérienne, par quelque moyen que ce soit (...) qu'ils s'agisse de chouhada ou de moudjahidine encore en vie". Pour rappel, le juge d'instruction près le tribunal de M'sila avait ordonné, en janvier, le placement en détention provisoire de l'accusé Rabah Drif, ancien directeur de la culture de la wilaya de M'sila, en vertu des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pé-

nale et suite à l'enquête préliminaire ouverte par la police judiciaire pour des faits à caractère pénal. Le mis en cause a été déféré devant le juge d'instruction du même tribunal pour les chefs d'accusation d'"exposition au regard du public de publications de nature à nuire à l'intérêt national" et d'"atteinte à l'intégrité du territoire national", des actes punissables en vertu des articles 96 et 79 du Code pénal et des articles 52 et 66 de la loi relative au moudjahid et au chahid. Le ministère de la Culture avait auparavant mis fin aux fonctions de Rabah Drif.

FORMATION PROFESSIONNELLE Prorogation jusqu'au 1^{er} mars des inscriptions à la session de février

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels ont annoncé lundi le prolongement de la période des inscriptions relatives à la rentrée professionnelle pour la session de février 2020 jusqu'au 1^{er} mars prochain, a indiqué un communiqué du ministère.

"Soucieuse de permettre à ceux désirant suivre une formation assurée par le secteur afin d'obtenir un emploi, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, a décidé la prorogation de la période d'inscription jusqu'au 1^{er} mars 2020", souligne le communiqué.

La période initiale d'inscription pour la session de février était fixée du 5 janvier au 15 février au niveau de tous les établissements de la formation professionnelle ou via le site électronique www.mfep.gov.dz, alors que la rentrée officielle était prévue le 23 février.

Ce prolongement a été décidé au vu de l'importance que revêt le secteur ainsi que de son rôle dans la garantie de la main d'œuvre au profit du marché, c'est pourquoi de nouvelles spécialités ont été ouvertes dans plusieurs wilayas, en adéquation avec les besoins des différents secteurs économiques activant au niveau national.

Parmi les nouvelles spécialités introduites dans les instituts de formation professionnelle figurent l'hôtellerie, le tourisme, l'agriculture, l'industrie manufacturière, la transformation du lait, la fabrication des fromages, la collecte des déchets et l'entretien de panneaux solaires.

Le Plan d'action adopté par les deux chambres du Parlement a donné une grande importance au secteur de la Formation professionnelle.

Les actions du gouvernement seront focalisées sur l'amélioration de la qualité de la formation et le renforcement de la formation et de l'enseignement technique, scientifique et technologique à travers la promotion des filières de formation techniques, scientifiques et technologiques, la réorganisation du cursus d'enseignement professionnel et la création de filières d'excellence dans les branches prioritaires de l'économie nationale.

Elles porteront, en particulier, sur le renforcement de l'offre de formation destinée aux personnes à besoins spécifiques et en milieu carcéral ainsi que l'introduction des langues fonctionnelles, notamment l'anglais, au niveau des établissements de formation et d'enseignement professionnels.

Ce Plan prévoit également la concrétisation du baccalauréat professionnel, par la révision du système actuel d'orientation vers le cursus d'enseignement professionnel, la mise en place d'une ingénierie pédagogique propre au baccalauréat professionnel et la création d'un office des examens et concours de la formation et de l'enseignement professionnels, outre la création d'un office des examens et concours de la formation et de l'enseignement professionnels, la prise en charge des stagiaires au niveau des zones rurales et enclavées et l'introduction des activités sportives et culturelles au niveau des établissements.

SÉCURITÉ FERROVIAIRE Nécessité d'asseoir des règles rigoureuses

Asseoir des règles rigoureuses en matière de sécurité ferroviaire devient de plus en plus indispensable pour endiguer les accidents et les incidents récurrents enregistrés sur le réseau, a insisté hier à Alger le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali "Il est devenu plus qu'indispensable d'asseoir des règles rigoureuses en matière de sécurité et intervenir sur les passages à niveau afin d'endiguer les accidents et les incidents récurrents qui sont enregistrés sur notre réseau", a souligné M. Chiali dans une allocution à l'ouverture d'un séminaire sur la sécurité ferroviaire, organisé par son département et l'Agence européenne pour les chemins de fer "ERA".

Pour ce qui est de la problématique du passage à niveau, le ministre a affirmé que les mesures engagées doivent être "consolidées et généralisées".

Il s'agit notamment, de la suppression progressive des passages à niveau identifiés comme étant les facteurs d'accidents ou de leur gardiennage et de la lutte contre les passages à niveau sauvages en coordination avec les autorités locales concernées.

Ces mesures englobent également la généralisation de l'opération de modernisation du système de télécommunication et de signalisation sur les accidents ferroviaires, ainsi que l'adaptation et la convergence avec les normes et réglementation liées à la sécurité ferroviaire.

Par ailleurs, le ministre a rappelé qu'au titre des différents programmes d'investissements accordés au secteur, les chemins de fer avaient bénéficiés d'un intérêt particulier de la part des pouvoirs publics par la mobilisation des moyens financiers nécessaires au développement du réseau ferré national, à travers sa modernisation, son extension, son dédoublement, son électrification et l'introduction de systèmes de télécommunications et de la signalisation modernes.

M. Chiali a aussi cité les actions portant sur le renforcement des moyens de la SNTF, à travers, la réhabilitation du matériel existant et l'acquisition de nouveaux moyens de transport adaptés aux besoins des usagers et des opérateurs économiques.

Il a en outre avancé que le réseau ferroviaire, qui avoisine actuellement 4.200 km, devrait atteindre à court terme un linéaire de 6.300 km et 12.500 km à l'horizon 2030.

D'autre part, M. Chiali a appelé à la poursuite de la coopération avec l'agence européenne pour les chemins de fer, en ciblant les actions qui répondent aux pré-occupations de l'administration centrale et des deux établissements, sous tutelle, à savoir, la SNTF et l'ANESRIE.

Regroupant des experts nationaux et internationaux, le séminaire sur la sécurité ferroviaire s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne au titre de sa politique de voisinage avec les pays de la rive sud de la Méditerranée.

Cette rencontre répond pleinement aux préoccupations du secteur des Travaux publics et des Transports dans le domaine de la sécurité, la durabilité et l'interopérabilité des transports et plus particulièrement le transport ferroviaire, a souligné le ministre. Il a salué la tenue de cette rencontre qui traite d'une "problématique réelle", celle du renforcement de la sécurité du réseau ferré qui a connu ces dernières années des mutations importantes sur le plan des infrastructures et des systèmes et des équipements.

A cette occasion, M. Chiali a tenu à remercier les responsables de EumedRail et l'Agence européenne pour les chemins de fer pour les efforts consentis, afin de promouvoir une coopération étroite, permettant une mise à niveau progressive de la sécurité de transport, notamment sur le plan réglementaire.

EAU Les réserves hydriques "suffisantes" pour satisfaire les besoins des citoyens en 2020

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Baraki, a affirmé lundi à Alger que le pays disposait de réserves hydriques "suffisantes" pour satisfaire aisément les besoins des citoyens durant cette année, indiquant que le taux de remplissage des barrages est de 63%.

"Le volume des eaux en réserve, tant au niveau des barrages qu'au au niveau des stations de dessalement et même de la nappe phréatique, est suffisant pour répondre aux besoins des citoyens durant l'année en cours", a déclaré le ministre à la presse en marge d'une réunion ayant regroupé les cadres centraux et locaux du secteur ainsi que les dirigeants des entreprises en charge du Service public de l'eau, consacrée à l'examen des moyens de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur issue du Plan d'action du Gouvernement. Evoquant la production annuelle d'eau potable s'élevant à 3,6 mds M3, M. Baraki a précisé que

ce volume est en deçà de tous les besoins quotidiens de l'ensemble des citoyens en raison de la faible rentabilité des réseaux.

Tabler sur la nappe phréatique et l'eau de mer dessalée face au déficit pluviométrique

Concernant le retard des pluies cette année, le ministre a indiqué que cela était du aux changements climatiques à travers le monde et que la solution réside dans la combinaison entre deux ressources en eau dont dispose l'Algérie, à savoir les eaux souterraines disponibles en grandes quantités dans le Sud et l'eau de mer dessalée au Nord. "A l'avenir,



l'on comptera sur ces deux ressources pour satisfaire les besoins des citoyens au niveau national", a fait savoir le ministre.

Sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la priorité sera accordée aux "projets de rattrapage" pour satisfaire, dans l'immédiat, les besoins des citoyens dans le secteur des ressources en

eau, a-t-il ajouté estimant que cela n'empêche pas de poursuivre les grands projets qui visent à améliorer les prestations assurées au citoyen à long terme. Ces projets concernent particulièrement les citoyens résidant sur la bande frontalière et les régions rurales, montagneuses, enclavées et ceux qui n'ont pas accès aux prestations du secteur.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR:

L'Université bientôt dotée d'un statut particulier

L'Université algérienne sera bientôt dotée d'un statut particulier consolidant les valeurs scientifiques et consacrant l'indépendance de l'acte pédagogique, a fait savoir lundi à Alger le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems Eddine Chitour.

S'exprimant lors d'une rencontre de concertation avec les recteurs des universités du pays, le ministre a indiqué que "l'université sera bientôt dotée d'un statut particulier consolidant les valeurs scientifiques et consacrant l'indépendance de l'acte pédagogique", et ce dans le cadre de l'objectif tracé pour le secteur par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune en vue d'ériger l'université en "un espace d'enseignement, d'ouverture et d'innovation".

L'université deviendra, à la faveur de ce nouveau statut, un espace de savoir où la concurrence saine entre les établissements universitaires sera une réalité palpable, et au sein desquels les chercheurs pourront créer des entreprises à caractère économique, a affirmé M. Chitour.

A cette occasion, le ministre a fait état de l'installation prochaine de "commissions pédagogiques nationales" dans chaque spécialité à l'effet d'améliorer

le niveau sur le double plan, quantitatif et qualitatif, avec l'objectif d'ériger l'enseignement en acteur principal dans le secteur.

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, les efforts doivent être axés sur la pédagogie à travers le renforcement des normes scientifiques et de la rigueur, ces deux facteurs étant les principaux critères en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

M. Chitour a mis l'accent, par là même, sur l'impérative réhabilitation et valorisation de la formation continue dans le but de renforcer le rôle de l'université au sein de la société et lui permettre de capter des ressources particulières lui permettant de devenir progressivement un levier important en matière de formation.

Dans le domaine de la recherche scientifique, le ministre a fait état de la relance des "pôles d'excellence" en lien avec les métiers de l'avenir, sous forme d'écoles supérieures devant être implantées dans la ville nouvelle de Sidi Abdallah.

Il s'agit notamment, poursuit le ministre, de l'intelligence industrielle, du développement durable, comme première étape et de certaines spécialités,

à l'instar des sciences médicales et les sciences économiques et ce, en vue de répondre aux besoins de la société, ajoutant qu'il "était temps que l'Algérie dispose d'un pôle de connaissance".

L'université est censée "fournir des centres de recherche pour développer les talents des étudiants", a rappelé le ministre, appelant les recteurs à reprendre les actions pédagogiques, une fois leurs missions administratives accomplies.

Sur le plan de la gouvernance, le ministre a mis en exergue l'importance de rationaliser l'utilisation des capacités et moyens du système de la formation et de réunir les conditions nécessaires qui permettent une exploitation optimale des infrastructures universitaires, et préparer, partant, le secteur à accueillir quelque 3 millions d'étudiants à l'horizon 2030. M. Chitour a, enfin, indiqué que le secteur euvrera au renforcement du principe du "Vivre ensemble", des activités culturelles, sportives et de la contribution à la diffusion de la culture scientifique, à travers la relance des revues de la recherche scientifique pour la diffusion des thèses, en veillant à la promotion du cadre de vie de l'étudiant et à l'amélioration des œuvres universitaires.

ENERGIE

La recherche et la formation pour accompagner la stratégie de transition et de sécurité énergétique

Les participants à l'atelier de travail sur la stratégie nationale de transition énergétique (2020/2030) ont mis l'accent, lundi à Annaba, sur l'importance de la recherche scientifique dans les domaines liés à l'énergie et la mise en place d'un plan de formation pour accompagner l'orientation vers la concrétisation de cette stratégie.

"La transition énergétique par l'exploitation des énergies renouvelables et le recours à des systèmes intelligents d'exploitation et de stockage énergétique nécessite l'adoption d'une feuille de route de recherche et de formation en vue de répon-

dre aux besoins d'encadrement et de gestion", a soutenu le Pr.

Amine Boudjelita Kouadri, chercheur au Centre national de développement des énergies renouvelables.

Les chercheurs actifs au sein des universités et des centres de recherche sont conscients des défis sérieux qu'impose cette transition et œuvrent avec responsabilité à concevoir cette feuille de route projetée sur le moyen et long termes, a-t-il ajouté.

Pour Dr. Hicham Benamrouche, du Centre de recherches en économie appliquée pour le développement de Bouzaréah a souli-

gné que la transition implique la maîtrise de l'efficacité énergétique au travers de l'adoption de système intelligent d'économie énergétique, notamment dans la construction par le recours à l'isolation thermique et dans l'industrie par le remplacement d'installations anciennes par d'autres plus économes en énergie.

Les travaux de la seconde journée de cette rencontre se sont déroulés sous forme d'ateliers sur "les énergies renouvelables", "l'économie de l'énergie et la recherche" et "les technologies pour la transition énergétique".

Initiée par l'Agence natio-

nale de recherche scientifique et de développement technologique, la rencontre qui a regroupé 150 universitaires et opérateurs économiques, vise à mobiliser les potentialités scientifiques actives dans le domaine énergétique pour favoriser la recherche et l'innovation en la matière.

Au total, 57 brevets d'invention liées au domaine de l'énergie ont été déposés par les centres de recherche et 18 autres par des universités du pays, selon les statistiques de l'Agence nationale de recherche scientifique et de développement technologique.

ÉNERGIE

Djerad trace un objectif 16 000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a fait état lundi à Hassi Messaoud d'une stratégie nationale pour une transition énergétique fluide visant à développer et à porter la production des énergies renouvelables à 16 000 mégawatts à l'horizon 2035.

Dans son allocution à l'occasion de la célébration du double anniversaire de nationalisation des hydrocarbures et de création de l'UGTA, M. Djerad a affirmé que cette stratégie, qui vise la production de 4 000 mégawatts à l'horizon 2024 et de 16 000 mégawatts à l'horizon 2035, permettra une économie de près de 240 milliards m3 de gaz naturel outre un développement efficient du tissu des petites et moyennes entreprises (PME), spécialisées dans la fabrication des composantes des énergies renouvelables.

Le Premier ministre a présidé, lundi, à Hassi Messaoud (W. Ouargla) les festivités commémorant le double anniversaire de création de l'UGTA et de nationalisation des hydrocarbures.

M. Djerad a mis en avant, dans ce sens, l'impératif de continuer à encourager l'industrie pétrochimique, en pléin essor, en vue de valoriser la production nationale d'hydrocarbures, de répondre à la demande nationale en dérivés pétroliers et de s'orienter vers l'exportation.

"S'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures et aller vers les énergies renouvelables n'est plus un choix pour le gouvernement, mais une nécessité impérieuse, vu les fluctuations des cours du pétrole", a-t-il souligné.

Soulignant que l'Algérie "possède un énorme potentiel en énergie solaire qui lui permet d'être pionnier dans la production de ce type d'énergie propre", M. Djerad a précisé que "c'est là la nouvelle orientation économique adoptée pour sortir de la dépendance absolue à la rente pétrolière".

En matière de renouveau économique, le Premier ministre a mis l'accent sur l'impératif de développer l'agriculture, l'industrie, la pétrochimie, le tourisme et l'économie de la connaissance et tous les secteurs générateurs de richesses, "en tant que seul moyen pour faire face aux défis qui nous sont imposés".

"Le Gouvernement est résolu à aller de l'avant pour relever ces défis, fort en cela de l'histoire de lutte du peuple algérien, de la mobilisation des travailleurs, du

génie des chercheurs et de l'ambition de la jeunesse", a-t-il assuré.

Par ailleurs, M. Djerad a rappelé que la création de l'UGTA et la nationalisation des hydrocarbures étaient deux des plus grandes haltes de l'histoire moderne du pays et un exemple avant-gardiste en matière de consolidation des acquis de la souveraineté nationale, qui doivent être renforcés par d'autres acquis pour passer de l'utilisation figée de cette richesse à son exploitation dans la relance d'une industrie et d'une économie créatrices de richesses.

"Nous devons mobiliser nos efforts pour permettre à notre pays d'accéder à une nouvelle étape en dépit des conjonctures interne et externe difficiles", a-t-il ajouté, estimant que "les fortes aspirations au changement, à la démocratie, à la justice sociale et à l'édification d'un Etat de droit, exprimées par le peuple le 22 février 2019, constituent également une autre halte historique dans le processus de l'édification de l'Algérie nouvelle".

La jeunesse, l'économie de la connaissance et la valeur du travail: des ressources inexploitées

Cette étape, a-t-il ajouté, vise "la construction de l'Etat de droit, le renforcement des libertés individuelles et collectives et la démocratie participative et la gestion transparente des institutions de l'Etat, qui seront consacrés par la nouvelle Constitution, outre la diversification de l'économie du pays pour la rendre compétitive à travers l'exploitation optimale de toutes les capacités de développement disponibles génératrices de richesses et d'emplois".

A cet égard, le Premier ministre a affirmé que les capacités et les moyens dont dispose l'Algérie lui permettent de devenir un pays émergent en un laps de temps court, à condition que les uns et les autres fassent preuve de bonne volonté et conjuguent leurs efforts.

"Nous sommes tenus d'exploiter



ter d'autres ressources inexploitées à ce jour", notamment la jeunesse, l'économie de la connaissance, la transition numérique et la valeur du travail, a soutenu M. Djerad, insistant sur l'impératif d'encourager les jeunes à appréhender l'avenir avec confiance sous l'angle de la créativité, de l'innovation, de la compétitivité et de l'aspiration à l'excellence, tout en s'inspirant de la génération de Novembre qui a accompli pleinement son devoir pour la libération du pays du joug colonial et le recouvrement de sa souveraineté sur ses ressources naturelles.

Mettant en avant l'importance de l'économie de la connaissance et de la transition numérique en tant que critères à l'aune desquels se mesurent la puissance et l'influence des Etats, le Premier ministre a souligné que la compétitivité de l'économie fondée sur la connaissance, l'innovation et les technologies numériques ne laisse pas de place à "ceux qui sont à la traîne" dans ce nouveau monde.

Selon lui, l'Algérie recèle suffisamment de ressources pour accélérer le développement et assurer une intégration réussie dans l'économie mondiale.

De plus, M. Djerad a appelé à s'unir autour des nobles principes qui font du travail une valeur civilisationnelle et morale dont il faut respecter les exigences tout en se convaincant de la nécessité de rattraper le temps perdu pour l'édification d'un Etat fort.

Pour M. Djerad, le dévelop-

pement perd sa finalité s'il ne contribue pas à l'amélioration des conditions de la vie des citoyens sur tout le territoire national.

Évoquant la protection du pouvoir d'achat, M. Djerad a rappelé les mesures décidées par le Président de la République que le Gouvernement s'attèle à mettre en œuvre, à savoir l'exonération totale des faibles salaires, la révision du SMIG, la régulation du marché, la protection du consommateur de la spéculation et la subvention des produits à large consommation, qui ne connaissent aucune augmentation. Dans ce contexte, M. Djerad a appelé les travailleurs et les pouvoirs publics à œuvrer "côte à côte" pour le maintien du système national de protection sociale des salariés et des retraités, confrontée à une grave crise financière, à travers des solutions innovantes à même de garantir sa pérennité et son adaptation aux nouvelles données du marché de travail et de l'économie.

Plaidant, par ailleurs, pour le traitement de toutes les questions liées au monde du travail dans le cadre du dialogue, il a souligné que c'est là la voie optimale pour trouver des solutions aux préoccupations soulevées, afin de réunir un climat favorable et adéquat à la concrétisation des objectifs du développement socio-économique.

A la fin de son allocution, le Premier ministre a tenu à saluer avec déférence l'ensemble des Algériennes et Algériens qui ont permis au pays de surmonter toutes les difficultés et les crises qui ont failli saper les fondements de l'Etat national et ses acquis, notamment le recouvrement de la souveraineté sur les richesses nationales.

Le Premier ministre a appelé à veiller fermement au renforcement de l'unité nationale face aux défis actuels et futurs, dans le but de bâtir une Algérie nouvelle, conformément à la voie tracée par Président de la République pour garantir une vie décente à tous les citoyens et préserver les droits des travailleurs et des retraités.

Un représentant du FMI souligne une volonté de changement de la situation économique

Le chef de la division Moyen-Orient Asie Centrale du Fonds monétaire international (FMI), Jean François Dauphin a affirmé, dimanche à Alger, avoir constaté lors de ses entretiens avec les autorités algériennes une "vraie volonté de changement" de la situation de l'économie nationale, soulignant que l'Algérie disposait d'un "potentiel énorme" en la matière.

S'exprimant à l'issue d'une rencontre tenue avec le ministre de l'Industrie et des mines, Ferhat Ait Ali Brahim a affirmé, dimanche à Alger, avoir constaté lors de ses entretiens avec les autorités algériennes une "vraie volonté de changement" de la situation de l'économie nationale.

Précisant que la visite effectuée par la délégation du FMI s'inscrivait dans le cadre des consultations régulières menées avec les autorités des pays membres de l'Institut, M. Dauphin a ajouté que "les entretiens et les échanges avec les membres du gouvernement algérien ont porté sur les nouvelles orientations économiques et les réformes envisagées qui peuvent mettre en valeur les potentialités de l'économie algérienne". A ce propos, il a soutenu que le Gouvernement est en train de définir des "mesures concrètes", assurant dans ce sillage que le FMI est prêt à apporter son soutien à travers l'assistance technique et des conseils de politiques économiques". Affirmant que l'économie algérienne disposait d'un potentiel "énorme" et d'une population "jeune et instruite", le responsable du FMI a fait observer que "la question demeure celle d'offrir à cette population toutes les opportunités économiques qu'elle souhaite avoir pour contribuer à l'économie nationale". Lire aussi: Le FMI augmente à 2,6% sa prévision de croissance pour l'Algérie en 2019. A une question sur la situation de l'économie nationale, le chef de la délégation du FMI a estimé que "les marges de manœuvres sont relativement réduites", citant notamment la baisse des niveaux de réserves de changes du pays depuis le choc pétrolier de 2014.

Affichant son optimisme malgré cet état de fait, M. Dauphin a mis en avant la nécessité de transformer et de diversifier l'économie algérienne de manière à mettre en valeur tous les gisements de croissance qui existent pour la création d'emploi. De son côté, le ministre de l'Industrie et des mines a indiqué que les entretiens avec la délégation du FMI ont focalisé sur les réformes engagées dans le secteur industriel et les actions entreprises pour l'amélioration du climat des affaires en Algérie afin de relancer les projets investissements. M. Ait Ali a souligné, également, que le Gouvernement a pris de nouvelles mesures pour redynamiser l'économie nationale et pour protéger la production locale ainsi que pour préserver les réserves de changes du pays.

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE :

Un déficit de la balance commerciale hors hydrocarbures en faveur des importations

Les données sur le développement des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) durant la période 2003-2018 présentées lundi à Alger à l'occasion de l'évaluation de l'accord d'association, ont mis en évidence un déficit permanent de la balance commerciale de l'Algérie hors hydrocarbures en faveur des importations.

Les importations de l'Algérie avoisinaient, avant l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE, les 9 milliards de dollars en 2003, contre 21,099 milliards de dollars d'importations depuis l'UE en 2018, indiquent les chiffres présentés par la représentante du ministère du Commerce, Mme Mokhtari Leila lors d'un atelier d'évaluation de l'accord d'association Algérie-UE, présidé par le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai et organisé dans le cadre d'une rencontre nationale sur l'évaluation des accords commerciaux entre l'Algérie et ses partenaires économiques. Les exportations ont atteint 14,470 milliards de dollars en 2003 et 23,652 milliards de dollars en 2018, en hausse de 63,45 %. Pour ce qui est des exportations hors hydrocarbures, elles sont passées de 344 millions USD en 2003 à 889 millions USD en 2018, soit une hausse de 153%. "Il ressort de ces chiffres

qu'un déficit permanent de la balance commerciale hors hydrocarbures pour les importations est enregistré durant la période 2003-2018, constituant un véritable point faible pour les capacités d'export vers les marchés européens", a expliqué Mme Mokhtari.

La représentante du ministère a imputé, dans ce cadre, le faible niveau d'exportation vers les marchés européens à plusieurs facteurs, internes et externes. Pour les facteurs internes, elle a cité "une incohérence" entre les quatre politiques: commerciale, industrielle, agricole, de pêche et financière. Il s'agit également, poursuit Mme Mokhtari, de l'absence de préparation et d'accompagnement des entreprises algériennes productrices pour faire face à la concurrence interne.

Pour ce qui est des facteurs externes, elle a cité entre autres les facteurs entravant les exportations algériennes, les conditions techniques et juridiques pour pouvoir accéder au marché européen et qui sont devenues plus "strictes", outre le manque des investissements européens en Algérie destinés à l'exportation.

Parmi les facteurs externes entravant les exportations d'exportation vers le marché européen figurent également l'absence de complémentarité entre les petites et moyenne entreprises (PME)

algériennes et les PME européennes et la non intégration de ces dernières dans les chaînes des valeurs".

Le dernier facteur consiste en "la réduction des avantages accordés par l'UE à l'Algérie comparativement aux accords de libre-échange conclus par l'UE avec les autres pays", a ajouté Mme Mokhtari.

Elle a rappelé, à cet égard, les dispositions de l'Accord d'association Algérie-UE signé en 2002 et entré en vigueur en 2005.

L'Accord d'association stipule, dans son volet commercial, l'instauration d'une zone de libre échange des produits industriels et la libération progressive des produits agricoles et agro-alimentaires et les produits halieutiques ainsi que la libération dans le domaine du droit d'établissement et des services. Concernant les produits industriels, les produits d'origine algérienne bénéficient, à l'exportation, à partir du 1 septembre 2005 de la franchise de droits de douanes.

Pour l'importation, l'Accord stipule le démantèlement tarifaire sur trois étapes.

La première liste comporte le démantèlement tarifaire immédiat à partir du 1 septembre 2005, tandis que la deuxième liste comporte le démantèlement progressif de 1.095 positions douanières sur 7 ans pour atteindre 0% en 2012.

La dernière liste concernée par le démantèlement tarifaire comporte 1838 positions douanières de 2007 à 2017 sur 10 ans pour atteindre 0% en 2017.

S'agissant des produits agricoles et agro-alimentaire et des produits halieutiques d'origine algérienne, ils bénéficient à l'exportation d'avantages douaniers illimités, notamment les légumes ou d'avantages dans le cadre des quotas tarifaires pour les fruits, les légumes et les produits agro-alimentaires. A l'importation, l'Accord d'association stipule la réduction des droits de douane pour les produits agricoles concernant 115 positions douanières avec des taux oscillant entre 20 et 100%.

Quant aux produits agricoles manufacturés, 50 positions douanières bénéficient d'avantages allant de 20 à 100 %, tandis que les produits halieutiques bénéficient d'une réduction pour 87 produits (poissons) à partir du 1 septembre 2005 avec un taux de 50%. Dans le même contexte, Mme Mokhtari a rappelé que le Schéma de Démantèlement tarifaire a été révisé pour 1085 positions douanières pour atteindre 0% en septembre 2020.

BOURSE DE TOKYO Le Nikkei chute de 4% à l'ouverture à cause du coronavirus

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo dégringolait de plus de 4% hier matin à l'ouverture, première séance d'une semaine qui a débuté par une nette accélération mondiale de l'épidémie de coronavirus, ce qui a fait chuter les places mondiales lundi, jour férié au Japon.

Dans les premières transactions, le Nikkei perdait 3,6% puis davantage encore (plus de 4%) dans les minutes suivantes, pour tomber de plus de 1.000 points à 22.335,21 points.

L'indice élargi Topix abandonnait de son côté 3,81% à 1.610,30 points.

Les Bourses mondiales ont plongé dans le rouge lundi, craignant des répercussions macroéconomiques majeures de cette épidémie virale originaire de Chine et qui se répand dans diverses régions du monde.

A Wall Street, le Dow Jones a enduré sa pire séance en plus de deux ans avec une chute de 3,56%, le Nasdaq tombant de 3,71% et le S&P 500 de 3,35%. Au Japon, le coronavirus a touché jusqu'à présent 691 personnes du paquebot Diamond Princess mis en quarantaine près du port de Yokohama, et 156 personnes dans différentes provinces de l'archipel.

"Nous sommes à un moment critique, soit nous arrivons à minimiser le pic avec des précautions de la part de tout le monde, soit le nombre de cas augmente rapidement", ont averti lundi soir des spécialistes japonais des maladies infectieuses lors d'une conférence de presse.

En Chine, le nombre de décès est monté mardi à 2.663 pour plus de 77.500 personnes contaminées. La situation s'est aussi nettement aggravée en Corée du Sud, ainsi qu'en Italie.

ÉCONOMIE CUBAINE Les ventes mondiales de cigares en 2019 touchées par les tensions en Asie

Les ventes de cigares cubains ont augmenté de 2% en 2019, soit le rythme le plus lent de ces six dernières années, en raison d'une baisse de la demande dans la région Asie-Pacifique, agitée par le conflit socio-politique à Hong Kong.

"Cette année, nous avons atteint 531 millions de dollars (de chiffre d'affaires), soit une augmentation de 2% par rapport à l'année précédente", a déclaré le co-président de Habanos S.A., Luis Sanchez-Harguindey, cité par l'agence AFP. "Nous avons eu des incidents socio-politiques sur des marchés importants pour nous, comme Hong Kong, et cela a ralenti la croissance de ce marché", a-t-il ajouté.

Hong Kong a été depuis juin 2019 le théâtre d'une crise politique sans précédent depuis sa rétrocession par le Royaume-Uni à la Chine en 1997. En 2019, les ventes en Asie ont baissé de 3%, alors qu'elles avaient augmenté de 9% en 2018. Les manifestations sociales au Liban ont également eu un impact sur le secteur.

L'année 2020 devrait être encore plus compliquée en raison de l'épidémie de coronavirus qui s'est propagée depuis la Chine.

Cependant, les dirigeants de Habanos restent optimistes : "Il est trop tôt pour pouvoir évaluer l'impact du coronavirus (sur l'entreprise)".

Mais nous sommes convaincus que d'autres régions à forte croissance au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, dans les pays émergents et sur les marchés européens matures se portent très bien", a estimé M. Sanchez-Harguindey. Habanos S.A.

est une coentreprise regroupant Cubatabaco et Altadis, propriété de la britannique Imperial Tobacco Group et dont le siège est en Espagne. Elle n'a pas accès au marché des Etats-Unis en raison de l'embargo américain imposé par Washington à l'île socialiste depuis 1962.

En 2017 et 2018, la Chine a été l'un des principaux moteurs de la consommation de cigares cubains, avec des ventes mondiales en hausse de 12% et 7% respectivement.

Les cinq principaux pays consommateurs de cigares cubains sont l'Espagne, la Chine, la France, l'Allemagne et Cuba. L'Europe représente 53% des volumes des ventes, suivie par les Amériques (18%), l'Afrique et le Moyen-Orient (15%) et l'Asie-Pacifique (14%).

PRIX DU PÉTROLE Le Brent en baisse à 56 dollars à Londres

Les prix du pétrole restaient sous pression hier en cours d'échanges européens, au lendemain d'une chute causée par l'accélération de la propagation du coronavirus hors de Chine.

Ce mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 56,15 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 0,27% par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 0,51% à 51,17 dollars.

"L'appétit pour le risque semble de nouveau progresser sur les marchés", avait constaté plus tôt Eugen Weinberg, analyste, alors que le pétrole avait démarré la journée en hausse, au lendemain d'une baisse de 3,8% pour le Brent et de 3,7% pour le WTI.

"Cependant, il ne faut pas s'attendre à ce que l'épidémie de Covid-19 et les risques qui en découlent pour la demande disparaissent de l'actualité de sitôt", a-t-il



ajouté. L'épidémie a atteint un "plateau" en Chine mais le monde reste menacé de pandémie, a averti mardi l'OMS.

En Chine, où le nouveau coronavirus est apparu en décembre sur un marché de Wuhan (centre), la situation semblait se calmer, le pays ayant enregistré au cours des dernières 24 heures son plus

faible nombre de morts en près de trois semaines, avec 71 nouveaux décès. Le nombre quotidien de nouvelles contaminations est en revanche reparti à la hausse à 508 contre 409 la veille, même s'il reste très inférieur aux chiffres enregistrés il y a encore une semaine. Pour l'instant, les interrogations

demeurent sur les conséquences économiques précises de ce fléau. Le Fonds monétaire international "a estimé la croissance chinoise à 5,6% cette année, soit 0,4 point de moins que l'estimation pré-épidémie", a signalé Tamas Varga, analyste.

Ce ralentissement chinois, en retour, "pourrait réduire la croissance économique mondiale de 0,1 point", a-t-il ajouté.

Autre motif d'inquiétude, selon M. Weinberg, "des doutes apparaissent quant à la volonté de l'OPEP+ de prolonger et d'étendre les réductions de production nécessaires".

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, dont la Russie, se réunissent la semaine prochaine à Vienne, en Autriche, pour se mettre d'accord sur leur stratégie pour soutenir les prix.

MAROC Baisse record des exportations de phosphates pillés dans le Sahara occidental

Les exportations de phosphates pillés dans le Sahara Occidental sont tombées l'année dernière à leur plus bas niveau depuis 2012 au moment où les commandes américaines de ce minéral, illégalement exploité par le Maroc, connaissent un tarissement, relève un nouveau rapport de l'Observatoire Western Sahara Ressources Watch (WSRW), publié lundi.

Selon l'édition 2020 de ce rapport documentant le commerce des phosphates du Sahara Occidental occupé, le volume total des exportations en 2019 a baissé de presque de moitié à 1,03 million de tonnes, expédiées par 19 vraquiers, et représentant environ 90,4 millions de dollars. En 2018, ces exportations avaient atteint 1,9 million de tonnes, d'une valeur de 164 millions de dollars.

"C'est le montant le plus bas jamais enregistré. Comparés à 2018, les exportations ont pratiquement diminué de moitié", commente l'observatoire, en exhortant toutes les entreprises impliquées dans ce commerce à cesser immédiatement tout achat de phosphates du Sahara Occidental jusqu'à ce qu'une solution au

conflit soit trouvée et que le peuple sahraoui ait pu exercer son droit fondamental à l'autodétermination.

L'observatoire attribue cette baisse significative au retrait de la compagnie canadienne Nutrien, qui en septembre 2018 a mis fin à ses importations de phosphates prélevés dans la mine de Bou Craa au Sahara Occidental.

Cela a marqué aussi la fin de décennies d'importation en Amérique du nord des phosphates du territoire sahraoui. Ces achats représentaient environ 50% de la production de la mine de Bou Craa, gérée par l'Office Chérifien des Phosphates SA (OCP), rappelle-t-on de même source.

"Maintenant que l'or blanc du Sahara occidental n'est plus exporté vers l'Amérique du Nord, seules quelques compagnies sont encore liées à ce commerce litigieux", relève WSRW qui met en lumière les entreprises impliquées dans l'importation et le transport controversés de ce minéral. Des entreprises sont même impliquées dans les aspects techniques de l'exploitation par le Maroc du minéral : Continental, Siemens, Worley et

Epiroc/AtlasCopco, souligne-t-il. Le rapport note que depuis que des navires transportant du phosphate du Sahara Occidental ont été arrêtés au Panama et au Cap en 2017, pas une seule cargaison n'a transité par le cap de Bonne-Espérance ou par le canal de Panama. Le minéral de phosphate illégalement exploité par le Maroc au Sahara Occidental représente la plus grande source de revenus pour le gouvernement marocain dans ce territoire non autonome.

Le Maroc utilise le phosphate de Bou Craa dans son lobbying politique afin de gagner le soutien d'autres pays à son occupation illégale. Le Front Polisario, seul représentant légitime du peuple sahraoui, s'est toujours ouvertement opposé à ce pillage, et l'a exprimé devant l'ONU, à toute occasion, et aux entreprises concernées. La prétendue revendication de souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental n'est reconnue par aucun Etat, ni par l'ONU.

Cette revendication a été rejetée par la Cour Internationale de Justice.

SÉNÉGAL - GRANDE BRETAGNE Le Sénégal en avance pour la part de l'éolien dans son mix énergétique

L'éolien devrait représenter plus tôt que prévu une part significative du mix énergétique du Sénégal, avec la production à plein régime prévue en mai du premier parc de turbines à dimension industrielle du pays, ont indiqué les médias, lundi, citant l'entreprise qui mène le projet.

Le parc éolien de Taïba Ndiaye (ouest), présenté par ses promoteurs comme le plus grand projet du genre en Afrique de l'Ouest, a été officiellement inauguré lundi par le président sénégalais Macky Sall. En réalité, 16 éoliennes injectent déjà depuis décembre 50 mégawatts dans le réseau national de la société nationale d'électricité, la Senelec, a indiqué l'entreprise britannique Lekela.

A terme, 158,7 mégawatts

seront livrés par 46 turbines s'élevant jusqu'à 180 mètres de haut, l'équivalent d'un immeuble de 60 étages, dans cette zone rurale proche de l'Atlantique. Or le projet est en avance sur le calendrier "et la totalité des 158 mégawatts sera sur le réseau au mois de mai", a affirmé dans un message, cité par l'agence AFP, le directeur général de Lekela Senegal, Massaer Cissé.

En octobre, Lekela se fixait 2020 pour horizon. Le président sénégalais a présenté le parc comme un moyen d'atteindre l'objectif de fournir l'électricité à tous dans le pays et de combattre le réchauffement climatique. Taïba Ndiaye "permettra d'éviter le rejet de 300.000 tonnes de gaz carbonique par an. Avec la dynamique que nous avons

lancée depuis 2014, nous en sommes désormais à 22% d'énergie renouvelable disponible sur l'ensemble de notre réseau national", a-t-il déclaré. Le parc alimentera avec 450.000 mégawatt-heures par an près de deux millions de Sénégalais, sur une population de 15 millions.

M. Sall a évoqué la possibilité d'un nouveau contrat pour augmenter encore ces capacités. Le mégawatt-heure correspond à la quantité d'énergie produite en une heure par un mégawatt.

Le développement énergétique est un chapitre capital du Plan Sénégal Emergent (PSE) élaboré par le pouvoir et qui vise à transformer l'économie du pays en croissance pour le mettre sur la voie de l'émergence d'ici à 2025. Dans

un pays où la pauvreté affecte environ 40% de la population, la part de ceux qui ont accès à l'électricité est chiffrée à plus de 60%, mais avec une forte disparité aux dépens des campagnes.

Le pouvoir compte élargir l'accès à une électricité bon marché, augmenter les capacités de production et rééquilibrer le mix, où le pétrole et le charbon importés prédominent lourdement.

Avec son ensoleillement et plus de 500 km de côte, le Sénégal dispose d'un potentiel d'énergie propre appréciable. Avec le fonctionnement à plein régime de Taïba Ndiaye, l'éolien représentera la moitié de l'énergie renouvelable disponible au Sénégal, à côté du solaire.

GHARDAÏA

Le statut sanitaire du cheptel de la wilaya jugé "satisfaisant" (inspection vétérinaire)

Le statut sanitaire du cheptel de la wilaya de Gharđaïa, toutes races confondues, est jugé «satisfaisant» dans l'ensemble du territoire de la wilaya de Gharđaïa, a assuré hier le responsable du réseau d'épidémie-surveillance de l'inspection vétérinaire de la wilaya.

Grâce aux efforts déployés par les vétérinaires du secteur, au suivi continu sanitaire du cheptel et aux campagnes de vaccination menées par les services vétérinaires relevant des services agricoles contre les différentes pathologies animales contagieuses, «le cheptel de la wilaya est immunisé», a fait savoir Dr. Ishak Ketilla au terme des actions de dépistage effectuées sur le Cheptel (ovin, caprin, bovin et camelin) avec des moyens matériels limités notamment «en absence des tubes vacuinaires sur le marché national».

A titre d'illustration, sur 2.561 bovins dépistés pour la pathologie de fièvre aphteuse aucun cas n'a été observé depuis 2018 dans la wilaya, signalé M. Ketilla soulignant qu'une régression «sensible» des pathologies a été constaté, notamment la tuberculose animale et la brucellose.

L'élevage ovin, caprin et bovin vient de bénéficier de campagnes de vaccination contre plusieurs pathologies animales, a-t-il indiqué, ajoutant qu'une campagne de vaccination de rappel contre la peste des petits ruminants, prévue



dans le protocole de vaccination, a touché depuis le début du mois de février courant un cheptel ovin et caprin de plus de 4 mois estimé à 93.135 têtes (79.279 ovins et 13.838 caprins). Cette vaccination "gratuite", qui vise à renforcer l'immunité du cheptel de petits ruminants de la wilaya contre cette zoonose, est réalisée par une trentaine de vétérinaires privés mandatés par les pouvoirs publics, a-t-il fait savoir, en relevant que quelques 200.000 doses de vaccins ont été mobilisées pour cette phase de rappel afin de renforcer l'immunité du cheptel.

Parallèlement, une campagne de vaccination du cheptel bovin contre la fièvre aphteuse et la rage a été aussi lancée dans le cadre des initiatives proactives de prévention contre les dites zoonoses, sur tout le territoire de la wilaya par les vétérinaires de la DSA depuis le début de l'année.

L'opération vise en premier lieu à renforcer et consolider l'immunité de l'ensemble du cheptel bovin de la wilaya et également une occasion pour contrôler et dépister d'autres zoonoses et procéder au traitement contre les parasites internes et externes des bovins et

autres animaux domestiques, particulièrement les chiens vivants dans les étables des éleveurs, a déclaré M. Ketilla. Pour mener à bien cette opération de vaccination de tout le cheptel bovin de la wilaya réputée "bassin laitier", la direction des services agricoles a associé l'ensemble des acteurs concernés notamment les éleveurs, la Chambre d'agriculture et l'Union des paysans algériens ainsi que les producteurs laitiers, a-t-il encore soutenu. Une campagne de sensibilisation sur l'importance de la vaccination du cheptel bovin, ovin, caprin et camelin a été également lancée pour expliquer aux éleveurs l'intérêt de prévenir le cheptel par la vaccination, et un dispositif préventif de veille sanitaire et d'alerte des épizooties est toujours en vigueur dans les communes de la wilaya pour consolider les mesures préventives et préserver le statut sanitaire indemne du cheptel vis-à-vis des maladies.

La wilaya de Gharđaïa compte un cheptel de 362.000 ovins, 158.000 caprins, 4.006 bovidés, dont 4000 vaches laitières, et 11.350 camélidés.

SKIKDA

Convention de partenariat entre la direction de la formation professionnelle et le CET

Une convention de partenariat a été signée lundi entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) et l'établissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique (EPWG CET).

«La direction de la formation professionnelle prendra en charge, dans le cadre de cette convention, la collecte de différents déchets en plastique à travers ses diverses structures, tandis que le centre d'enfouissement technique s'occupera du recyclage, en plus de la formation de leurs agents dans le domaine de l'entretien des espaces verts», a précisé à l'APS le directeur local de la DFEP, Mohamed Ziane.

La même direction, selon M. Ziane, "fournira également des tabliers au profit des agents de cet établissement réalisés par les stagiaires qui sont concernés aussi par la maintenance de leurs équipements".

Pour sa part, l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique, sera concerné au titre de cette convention, par la présentation de plusieurs services liés au nettoyage de divers établissements de formation professionnelle, tout en contribuant à garantir des stages pratiques en faveur des stagiaires dans le domaine de la gestion des ordures.

Cette convention sera ajoutée à d'autres conventions signées auparavant avec d'autres secteurs à l'instar de la direction du tourisme et de l'artisanat, de l'emploi et celle de l'administration locale, a-t-on fait savoir.

MASCARA

Mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 180 foyers



180 familles, habitant Zelaga, une localité relevant de la commune de Matmor (Mascara), ont été raccordées au service du réseau de gaz naturel à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Le coût de réalisation de ce réseau, long de 4,5 kilomètres, dont la mise en service a été effectuée en présence des autorités de wilaya et représentants de la société civile, est estimé à 8,1 millions DA, financés sur budget de la wilaya.

Par ailleurs, la chargée de la communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz à Mascara a annoncé l'achèvement des travaux de raccordement de 5 agglomérations regroupant 2.600 foyers au réseau de gaz naturel, qui sera prochainement mise en service.

Ces travaux concernent Benchénine, une localité secondaire rattachée à la commune de Mohammadia, au profit de 200 foyers, ainsi que la localité de Ouled Daho (commune de Bouhenni), pour 500 foyers de même que la localité de Benkhir, relevant de la commune de Sidi Abdelmoumen (400 foyers) et El Maarif (Oggaz) pour 300 foyers et Ouled Kada (Maoussa) devant raccorder 200 foyers de cette énergie vitale.

Pour sa part, le directeur de la wilaya a souligné qu'il a été procédé à l'établissement de cartes techniques détaillées de gaz naturel de 12.451 familles, habitant dans 35 regroupements d'habitat dans la wilaya de Mascara pour une enveloppe de 6,590 milliards DA et qui ont été adressées au ministère de l'Énergie. À l'occasion, il a été procédé lundi, à la mise en service, dans la commune de Ghrius, du centre de transfert des équipements et moyens de transport de carburants de Naftal, le septième du genre dans la wilaya, outre la visite d'entreprises de fabrication des bouteilles de gaz butane et des insecticides dans la zone industrielle de la commune de Mascara.

La maison de la culture "Abi Ras Ennaciri" de Mascara a abrité une cérémonie à l'initiative de l'union de Wilaya de l'UGTA où un groupe de retraités a été honoré.

APS

ILLIZI

Recensement des zones d'ombres afin de cerner les besoins de développement

Un recensement des zones d'ombre dans les villages enclavés sur le territoire de la wilaya d'Illizi vient d'être entamé à l'effet de cerner les besoins de développement dans la région, a-t-on appris hier des services de la wilaya.

Des instructions «fermes» ont été données par le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, aux walis délégués de Djanet et Debdeb, et aux directeurs d'exécutif et élus locaux, afin d'accélérer l'opération de recensement de zones susmentionnées à travers la wilaya, dans le but d'identifier leurs besoins et leur prise en charge et d'améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on précisé.

Il s'agit notamment des domaines de l'éducation à travers une amélioration des conditions de scolarisation et la restauration des établissements scolaires ainsi que de la prise en

charge de qualité de la santé publique et du rattrapage des insuffisances de développement dans les régions enclavées, a poursuivi la source.

Afin de garantir une efficacité à la démarche, l'accent est mis sur l'élaboration d'une carte globale de développement, avec insistance sur le désenclavement, le règlement «urgent» des problèmes des réseaux d'assainissement dont souffrent plusieurs concentrations d'habitants à travers la wilaya, ainsi que le raccordement de ces zones au réseau de gaz naturel et l'amélioration de leurs réseaux d'eau potable, selon les mêmes services.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a aussi appelé, lors d'une rencontre lundi avec les cadres et élus locaux, à l'ouverture de canaux de communication directe avec les citoyens pour leur permettre de soulever leurs

préoccupations et rechercher les voies d'amélioration de leur cadre de vie, avant d'assurer que ses services vont intensifier les visites de terrain aux quatre coins de la wilaya pour s'enquérir de près de la situation de développement et de l'état d'exécution des projets.

La wilaya d'Illizi englobe deux (2) wilayas déléguées, trois (3) daïras et six (6) communes, couvrant un territoire de 285.000 km².

La rencontre du wali avec les cadres et élus locaux intervient en application des instructions du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, émises lors de la dernière rencontre Gouvernement-walis et concernant le développement des régions et l'élimination des zones d'ombre dans les villages enclavés à travers le pays, ont précisé les services de la wilaya.

LAGHOUAT

Raccordement de 480 foyers au réseau de gaz naturel dans la daïra de Ksar El-Hirane

Un total de 480 foyers ont été raccordés lundi au réseau de gaz naturel dans la daïra de Ksar El-Hirane, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de Laghouat de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Ce raccordement au réseau de gaz concerne 168 foyers dans la commune de Bennacer Benchohra et 312 autres dans les localités de Gabeg, Mellaka et Saâdnia, dans le cadre d'une opération qui a coûté 130 millions DA, répartis entre un financement de l'État à hauteur de 75%, une contribution de Sonelgaz de 25% et un apport du bénéficiaire de 10.000 DA payables en tranches, a précisé le chargé de communication de l'entreprise, Abdallah Ghalem. L'opération s'inscrit dans le cadre du budget

complémentaire dont a bénéficié la wilaya au titre de la Caisse de Solidarité et de garantie du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a déclaré à l'APS le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai.

Le chef de l'exécutif de wilaya a fait savoir aussi que le taux de couverture de la wilaya en gaz atteint les 93% et que des efforts sont déployés pour atteindre un taux de couverture à 100% dans des délais proches. Un des bénéficiaires de ce projet de raccordement au gaz naturel, Mohamed Chegnane, a exprimé sa large satisfaction de l'opération qui est d'un grand soulagement pour le citoyen auquel il épargne les désagréments et coûts d'approvisionnement en bonbonnes de gaz butane.

ACTION EN RÉFÉRÉ POUR L'ANNULATION DE LA GRÈVE DU GROUPE TONIC À TIPASA Le tribunal de Koléa déclare l'incompétence matérielle

Le tribunal de Koléa (Tipasa) a déclaré «l'incompétence matérielle» au sujet de l'action intentée par le Groupe de l'industrie de papier et d'emballage «TONIC Industrie» pour l'annulation de la grève enclenchée par les travailleurs depuis la semaine dernière, a-t-on appris lundi de l'avocate de la section syndicale du Groupe, Me. Ouahida Zirarki.

Contactée par l'APS, Maitre Ouahida Zirarki, qui s'est constituée pour la section syndicale de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a précisé que la présidence du tribunal de Koléa a rejeté, hier dimanche, l'action en référé introduite par le Groupe «Tonic Industrie» pour l'annulation de la grève, en la forme, «pour incompétence».

Le Groupe «Tonic Industrie» avait décidé d'engager une action en référé pour l'annulation de la grève, sous prétexte qu'elle est illégale, en ce que la section syndicale n'a pas notifié un préavis de grève et organisé une Assemblée générale», a fait savoir auparavant le président du Conseil d'administration Idris Yaalaoui.

La requête de l'avocate de la section syndicale des travailleurs du «Groupe tonic» s'est référée à l'arrêt rendu par la Cour de Tipasa durant l'été 2019 confirmant le jugement rendu le tribunal de Koléa, ledit jugement ayant prononcé «l'incompétence» dans l'action en référé introduite pour annuler la grève enclenchée à l'époque par les travailleurs du Groupe. «Cette grève n'a pas besoin de préavis, car elle intervient dans le cadre de la poursuite du précédent mouvement, suspendu par le Syndicat en septembre dernier pour accorder un délai à l'administration en vue d'honorer ses promesses», a expliqué Me. Zirarki. De son côté, le directeur général du Groupe, Omar Zehar a confirmé «le rejet de l'action en référé pour incompétence matérielle» par le tribunal de Koléa, affirmant que son Groupe allait interjeter appel auprès de la cour de Tipasa pour annuler cette grève qui a causé des pertes «considérables» à l'entreprise.

GUELMA 5 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien directeur de la santé

Le tribunal de Guelma a prononcé une peine de 5 ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien directeur de la santé, qui se trouve en détention provisoire, ainsi que du responsable d'une société de matériel médical, en sus de des peines entre 2 ans ferme et la relaxe pour des cadres de cette même direction, poursuivis dans une affaire de conclusion de marchés douteux.

Le jugement prononcé par la juge de la section pénale du même tribunal intervient après l'audience le 10 février des accusés au nombre de 25, a-t-on indiqué, précisant que l'ancien directeur de la santé, en prison depuis juillet 2019, a été condamné pour «abus de fonction, dilapidation de l'argent public et octroi d'indus avantages dans le domaine des marchés publics».

Quant au gérant d'une entreprise privée de vente de matériel médical située à Annaba et qui se trouvait également en détention provisoire a comparu pour «conclusion de marché avec un établissement public pour modifier la qualité des produits».

D'autres peines allant de 2 ans de prison ferme et des amendes de 200.000 DA ont été prononcées à l'encontre des membres du comité des marchés au nombre de 6 pour «abus de fonction et participation à la dilapidation de l'argent public», alors que les autres accusés ont été acquittés dont 2 directeurs d'établissements hospitaliers, des médecins et des pharmaciens du secteur.

L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi à la mi-2017 suite à des informations parvenues aux services de la Sûreté de wilaya faisant état d'une suspicion dans l'utilisation de la fonction et l'octroi d'indus avantages dans le domaine des marchés publics en violation du cahier des charges par l'ancien directeur de wilaya de la santé de Guelma.

Des employés ont tenu juste après le verdict un sit-in devant le siège de la direction du secteur contestant les peines prononcées qu'ils ont considérées comme étant «sévères» notamment concernant certains «cadres».

ÉDUCATION Les enseignants du primaire prêts au dialogue avec la tutelle

Le membre de la Coordination nationale des professeurs d'enseignement primaire (PEP)-Alger ouest, Salah Eddine Benzerara a fait état, lundi à Alger, de la disposition de la Coordination à la concertation avec le ministère de tutelle pour trouver des solutions satisfaisantes pour les deux parties.

Dans une déclaration à l'APS, lors d'un sit-in observé par les enseignants relevant des directions de l'Éducation d'Alger devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale à Alger, M. Benzerara a souligné que la Coordination (non agréée) «est prête au dialogue avec le ministère de l'Éducation nationale autour des revendications socio-professionnelles» des enseignants protestataires, notant qu'«à ce jour ils n'ont rien reçu à ce propos».

Les enseignants ont fait part de leur décision d'observer un sit-in chaque lundi jusqu'à satisfaction de leurs revendications «légitimes», notamment celle relative à l'augmentation des salaires, la révision des programmes et curricula pour améliorer la qualité de l'enseignement et alléger le cartable de l'élève, l'unification des critères de classification et la réduction du volume horaire».

Les protestataires réclament également «le droit à la promotion systématique au grade de professeur principal au bout de cinq (5) ans d'exercice et de professeur formateur au bout de dix (10) ans, ainsi que le droit à la retraite proportionnelle par l'inscription du métier d'enseignant parmi les métiers pénibles». Pour sa part, Lamine Cherfaoui, chargé de l'Éducation au ministère de l'Éducation nationale a rappelé l'ouverture d'une série de rencontres bilatérales avec les partenaires sociaux du 20 février au 12 mars,



consacrées à l'examen et au débat des questions soulevées dans le secteur», en attendant la rencontre du ministre avec la presse pour le bilan de ces rencontres. Le ministère de l'Éducation nationale avait réaffirmé, samedi, l'intérêt accordé à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs du secteur, toutes catégories confondues, et à la satisfaction de leurs revendications légitimes exprimées dans le respect des lois de la République», estimant que le dialogue était «le seul moyen» pour établir la sérénité et le calme au sein du secteur.

Le ministère de l'Éducation nationale

par ailleurs déploré, dans son communiqué, les appels lancés sur les réseaux sociaux pour enclencher des mouvements de protestation «sans aucun respect de la législation, de la réglementation en vigueur et des lois de la République», exhortant toutes les parties concernées à «faire preuve de prudence et de vigilance face à ces appels tendancieux et à ne pas les suivre», d'autant qu'ils «ne reposent sur aucun cadre juridique autorisé, outre leur non-respect des procédures et obligations juridiques prévues dans le règlement général et les Statuts y afférents».

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES Baisse du nombre de mineurs depuis la promulgation de la loi sur la protection de l'enfance

Le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Fayçal Bourbala a fait état lundi à Alger d'une baisse du nombre de mineurs dans les établissements pénitentiaires depuis la promulgation de la loi sur la protection de l'enfance en 2015.

Dans une allocution lors du lancement d'une session de formation sur «les garanties accordées aux enfants emprisonnés entre conventions internationales et Droit algérien», organisée par l'Organe national de protection et promotion de l'enfance (ONPPE), M. Bourbala a expliqué qu'une «forte baisse du nombre des mineurs pensionnaires des établissements pénitentiaires a été enregistrée depuis la promulgation de la loi sur la protection de l'enfance en 2015».

Affirmant que l'Administration pénitentiaire «a franchi un grand pas en matière de prise en charge des mineurs à la faveur de la mise en place d'un programme psychoéducatif», M. Bourbala a expliqué que ce programme reposait sur «une approche complémentaire et éducative permettant de fournir les soins sanitaires, l'enseignement, le format ion professionnelle et l'éducation



au profit des mineurs dans les établissements pénitentiaires, à l'effet de contribuer à leur formation et au développement de leurs compétences, en sus d'autres programmes destinés à les aider à se débarrasser des comportements criminels». Supervisé par des psychologues, ce programme est en voie de généralisation dans l'ensemble des établissements pénitentiaires, et intervient pour renforcer les autres programmes thérapeutiques liés à la prévention contre la violence, la toxicomanie et la récidive.

M. Bourbala a fait état, en outre, de «la création, au niveau de l'Administration pénitentiaire, de services externes de réinsertion qui

serviront de «trait d'union» entre les établissements pénitentiaires et la société, à travers l'accompagnement des personnes libérées après leur sortie et la contribution à leur réinsertion dans la société, mettant en avant l'importance de la réinsertion dans tous les secteurs.

Pour sa part, la présidente de l'ONPPE, Meriem Chorfi a indiqué que la loi relative à la protection de l'enfance avait contribué à la réduction du nombre de mineurs dans les établissements pénitentiaires, en ce sens qu'elle garantit des mesures de protection en matière de poursuites judiciaires à l'encontre du mineur et renferme des dis-

positions visant sa réinsertion dans la société, l'objectif étant de faire du placement du mineur dans un établissement pénitentiaire le dernier recours après l'échec de toutes les mesures prévues.

Organisée en coordination avec le ministère de la Justice et l'Organisation internationale pour la réforme pénale (OIRP), cette session de formation de trois jours verra la participation de directeurs des centres de rééducation et de réinsertion des mineurs et des responsables des pavillons mineurs dans les établissements pénitentiaires, a précisé Mme Chorfi, rappelant que cette manifestation s'inscrit dans le cadre d'une série de sessions de formation organisées par l'ONPPE en faveur des différents intervenants concernés par l'Enfance.

De son côté, le sous-directeur de l'OIRP pour la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) Haythem Chebli a salué l'«expérience algérienne pionnière» dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance, soulignant que la loi relative à la protection de l'enfance «est unique en son genre au niveau arabe».

MALI

Environ 333.900 enfants privés de leur droit à l'éducation au Mali

La détérioration de la situation sécuritaire au Mali a privé au moins 333.900 enfants de leur droit à l'éducation, a fait savoir l'expert de l'ONU chargé des droits de l'Homme Alioune Tine, à l'issue d'une visite dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

M. Tine s'est félicité de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le nord du pays, mais il s'est déclaré toutefois préoccupé par la violence dans le centre du pays.

Ces conditions ont contribué à «une détérioration préoccupante» de la situation humanitaire, a-t-il indiqué. Selon les chiffres de l'ONU, le nombre d'écoles ayant fermé leurs portes en raison de l'insécurité est passé de 866 à 1.113, affectant la scolarité d'environ 333.900 enfants. «La



Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union afri-

caine (UA) doivent trouver d'urgence, en coopération avec la communauté internationale, des moyens efficaces pour mettre fin à la violence... dans le centre du Mali», a souhaité M. Tine.

M. Tine, en tant qu'expert indépendant, présentera un rapport complet de sa visite au cours d'un dialogue interactif qui sera organisé en mars 2020 par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, en présence de représentants du gouvernement malien, a-t-on indiqué.

ALLEMAGNE

Une centrale de charbon occupée par des militants pour le climat

Une dizaine de militants anti-charbon ont occupé hier la centrale allemande «Datteln 4» parvenant à interrompre un test avant sa mise en service prévue l'été prochain, rapportent des médias locaux.

Quatorze personnes se sont introduites sur ce site de l'ouest du pays, certaines ayant pu occuper une partie de la centrale, a confirmé, mardi, la police de Recklinghausen.

Parmi ce groupe, 11 militants sont «montés sur des pelles et se sont enchaînés aux bandes transporteuses» de la centrale, faisant qu'une manœuvre de test «a été interrompue», a expliqué de son côté le collectif «Datteln vom Netz» («Datteln hors du réseau») dans un communiqué. Cette action a été rendue «nécessaire pour atténuer la crise climatique», explique cette source. Les militants, qui ont déjà obtenu par la loi la fin des autorisations d'exploitation de la forêt millénaire de Hambach, dans l'ouest, menacée par l'extension d'une mine de lignite, se concentrent désormais sur la centrale «Datteln 4», qu'ils souhaitent ériger en symbole de l'hypocrisie gouvernementale.

La mise en route programmée de la centrale de Datteln est controversée au moment où Berlin a adopté un projet de loi sur la sortie progressive du charbon d'ici 2038. Le gouvernement a estimé préférable de stopper de vieilles centrales plus polluantes que d'annuler la mise en service de «Datteln 4».

Dans un plan adopté en décembre, l'Allemagne s'est fixé l'objectif de diminuer de 55% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à leur niveau de 1990, alors qu'elle est déjà assurée de manquer ses objectifs climatiques pour 2020.

► 18 enfants parmi 52 blessés par un automobiliste lors d'un carnaval

Dix-huit (18) enfants se trouvent parmi 52 blessés par un automobiliste ayant foncé dans la foule lors d'un carnaval lundi à Volkmarren, dans le nord de la Hesse en Allemagne, a indiqué hier la police de la région, qui cherche encore le motif du suspect arrêté.

«Il y a 18 enfants parmi les victimes (...) 35 personnes se trouvent en traitement hospitalier et 17 autres ont été traités de manière ambulatoire et ont déjà pu quitter l'hôpital», a précisé la police locale sur son compte twitter. Le conducteur de la voiture, lui-même blessé, a été arrêté lundi, selon le parquet général. Il s'agit d'un Allemand de 29 ans originaire de cette commune de moins de 7.000 habitants.

La justice a ouvert une enquête pour «tentative de meurtre». Le parquet fédéral anti-terroriste ne s'est pas saisi, signe que les autorités privilégient pour l'heure la piste d'un acte volontaire mais pas d'un attentat. Le suspect n'était pas connu des autorités comme un extrémiste, a indiqué mardi l'agence DPA, se basant sur les services de sécurité. L'homme s'était toutefois fait remarquer dans le passé par de «insultes et actes d'intrusion», selon les mêmes sources. Ces faits interviennent dans un contexte tendu en Allemagne, en particulier dans cet Etat de Hesse frappé mercredi dernier par un double attentat raciste qui a fait neuf morts à Hanau.

COLOMBIE

Des centaines de personnes abandonnent leurs foyers sous la menace de groupes armés

Plusieurs centaines de personnes ont dû abandonner leurs foyers dans le nord-ouest de la Colombie, après des menaces de groupes armés qui se disputent le contrôle des narco-plantations, a-t-on annoncé lundi de source officielle.

Environ 820 hommes, femmes et enfants de 309 familles se sont déplacés dimanche jusqu'à la ville d'Antioquia, dans le département d'Antioquia, en provenance d'une zone rurale proche, a déclaré le maire, Mauricio Mira, cité par l'agence AFP. «Le déplacement a suivi une alerte due à la présence de certains groupes armés et la communauté s'est repliée dans le chef-lieu de la commune», a-t-il indiqué. Il s'agit du 11e déplacement forcé à Ituango depuis le début de cette année, mais le premier de cette ampleur et qui a débordé les capacités d'accueil de la municipalité, selon le

maire. M. Mira a affirmé que les agresseurs ne s'étaient pas identifiés, mais il s'est dit sûr que les menaces étaient liées au contrôle des plantations de coca, matière première de la cocaïne. Dans ce secteur opèrent le Clan del Golfo, principal gang de narco-trafiquants du pays, formé d'anciens paramilitaires, et des dissidents de l'Ex-guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), qui ont rejeté l'accord de paix de 2016.

«A partir du moment où il y a des plantations illicites, il y a des groupes armés et ils provoquent des déplacements, attaquent la population, recrutent des mineurs», a ajouté le maire.

Ayant à la fois accès à l'Océan Pacifique et à la mer des Caraïbes, par où les narco-trafiquants exportent la drogue vers les Etats-Unis et vers l'Europe, le département d'Antioquia est le cinquième du pays comptant le

plus de narco-plantations, avec 13.402 hectares en 2018, selon l'ONU.

En dépit de quatre décennies de lutte contre le trafic de drogue, la Colombie est le premier producteur mondial de cocaïne et les Etats-Unis en sont le principal consommateur.

Bien que l'accord de paix avec les Farc ait réduit l'intensité du conflit, des groupes armés, dont la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN), continuent de défier les forces de l'ordre dans plusieurs régions du pays. Ils se financent essentiellement par le trafic de drogue et l'extraction illégale de minerais.

La guerre interne qui dévaste la Colombie depuis plus d'un demi-siècle a vu s'affronter une trentaine de guérillas, des milices paramilitaires d'extrême droite et les forces armées, faisant plus de huit millions de victimes (morts, disparus et déplacés).

BRÉSIL

150 meurtres en cinq jours dans l'Etat de Ceara où la police militaire s'est mutinée

L'Etat brésilien de Ceara (nord-est), où la police militaire s'est mutinée pour obtenir de meilleurs salaires, a enregistré 147 assassinats en cinq jours, soit cinq fois plus que la moyenne quotidienne, ont annoncé lundi les autorités. Ces homicides ont eu lieu entre mercredi et dimanche, en pleine période de Carnaval au Brésil. Ils sont cinq fois plus nombreux que la moyenne de six meurtres par jour, enregistrés dans cet Etat depuis le début de l'année, selon le secrétariat pour la sécurité de Ceara.

Les policiers militaires (PM), un corps de maintien de l'ordre qui dépend des autorités de chaque Etat, ont interdiction de faire grève. Mais après deux mois de négociations salariales infructueuses, des groupes de mutins ont lancé mardi l'occupation de casernes, ont attaqué plusieurs patrouilles et se sont mis en grève. Des voitures de police ont été

volées et des installations ont été détruites. Conséquence, le nombre d'assassinats sur la voie publique a grimpé en flèche. Mercredi, le sénateur de centre-gauche Cid Gomes a été blessé par balles après avoir tenté, aux commandes d'une pelleteuse, de briser un piquet de grève de policiers mutinés à Sobral, ville située à 230 km de Fortaleza, la capitale de cet Etat. Après avoir été hospitalisé, l'ex-ministre de l'Education du gouvernement de l'ancienne présidente Dilma Rousseff (2011-2016) est chez lui en convalescence.

Face à cette situation, le président Jair Bolsonaro a décidé vendredi l'envoi de 2.500 militaires et effectifs de la Garde nationale pour renforcer la sécurité à Ceara. Lors d'une visite dans l'Etat, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Sergio Moro, a dit souhaiter que «la situation se résolve le plus vite

possible». Selon les médias locaux, 200 policiers militaires ont été suspendus pour leur participation à la mutinerie et 37 ont été incarcérés pour désertion. Avec une population de quelque 8,8 millions d'ha-

bitants, l'Etat de Ceara avait été paralysé il y a un an par plus de 200 attaques de la part de factions criminelles, mécontentes du durcissement des conditions de détention dans les prisons de l'Etat.

MAURITANIE - SÉNÉGAL

Une tempête de sable et de poussière recouvre la Mauritanie et le Sénégal

Visibilité de moins de 100 m, voitures au ralenti roulant avec leurs phares anti-brouillard allumés et des silhouettes fantomatiques circulant dans des rues quasi désertes: la capitale mauritanienne Nouakchott a été recouverte lundi d'un épais nuage de sable et de poussière, qui s'est étendu jusqu'au Sénégal.

«C'était une ambiance fin du monde, avec des silhouettes noyées dans la poussière», ont rapporté les médias, selon qui les vendeurs de rue étaient notamment nettement moins nombreux que d'habitude dans la capitale de ce pays sahélien.

«La prudence est requise, surtout chez les transporteurs qui empruntent les grands axes routiers en raison de la possibilité de formation de petites dunes de sable provoquées par les tempêtes», a déclaré le directeur des prévisions de l'Office national de la météorologie, Sidi Ould Mohamed Lemine, cité par l'agence AFP.

Ces conditions, provoquées par une zone de basse pression sur Nouakchott, le Sud et l'Est de la Mauritanie,

perdront jusqu'à mercredi, a-t-il ajouté, en recommandant la prudence aux personnes atteintes de maladies respiratoires, aux enfants et aux personnes âgées.

Une «couche dense de poussière» est également apparue lundi après-midi sur le nord du Sénégal, voisin de la Mauritanie, selon les services météorologiques sénégalais, qui prévoient à partir de mardi une «densification de la poussière» et une «visibilité fortement réduite».

Elle va progressivement toucher l'ensemble du territoire sénégalais jusqu'à jeudi, selon les mêmes sources.

Les huit aéroports de l'archipel espagnol des Canaries, au large du Maroc, ont en revanche rouvert lundi, après avoir été fermés dimanche en raison d'une tempête de sable d'une ampleur exceptionnelle.

Le chef du gouvernement régional des Canaries, Angel Victor Torres, a évoqué un «week-end cauchemardesque», en assurant que cela avait été la pire tempête de sable ayant frappé les Canaries en quatre décennies.

SANTÉ SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE Plaidoyer pour le respect des règles d'hygiène

La nécessité de respecter les règles d'hygiène en milieux scolaires et universitaires a été mise en exergue hier à Alger par Dr Fatima Bouachria, de la Direction générale de la Prévention au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, qui a souligné l'importance de la sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène.

"Il est important de sensibiliser la population scolaire et universitaire sur les bonnes pratiques d'hygiène, en raison de l'impact de l'hygiène sur la santé des écoliers et des étudiants, d'autant qu'à leur âge, il est encore possible de leur inculquer les bonnes pratiques et de faire changer leurs comportements", a déclaré à l'APS, Dr Bouachria, en marge d'une manifestation de sensibilisation et d'information sur "l'hygiène et santé en milieux scolaire et universitaire", organisée à l'occasion de la Semaine maghrébine dédiée à cette thématique.

Pour la même responsable, il s'agit d'une question "primordiale et d'actualité", en raison de l'apparition de pathologies virales et autres, comme le Coronavirus, considérant que "seul le respect des règles d'hygiène permet de prémunir notre pays de cette pandémie qui continue à faucher des vies humaines sous d'autres cieux".

"En revanche, l'on assiste par exemple en Algérie à un retour, depuis quelques années, de la pédiculose (infection parasitaire à poux) qui n'a certes pas atteint un stade endémique mais reflète une négligence en matière d'hygiène chez les citoyens", a-t-elle déploré, évoquant "l'insalubrité visible" dans les espaces publics (rues, marchés, ...etc).

L'hygiène, poursuit-elle, "ne doit pas être une attitude individuelle mais collective, dans la mesure où la santé de l'écolier implique la responsabilité des parents, du staff éducatif et administratif, ...

etc", ajoutant qu'il "suffit que l'environnement soit insalubre pour que la santé de tous soit menacée".

Dr Bouachria a tenu, en outre, à attirer l'attention des concernés par cette semaine régionale sur "l'aspect nutritionniste" qui constitue, selon elle, une "autre dimension de l'hygiène à respecter", insistant sur la nécessité d'"éviter les mauvaises habitudes alimentaires qui mettent en danger le bien-être sanitaire et mental de l'enfant et de l'adulte".

Pour sa part, le chef du service de la Prévention à la Direction de la Santé et de la Population d'Alger (DSP), le Dr Boudjemâa Ait-Ouare, a précisé que les écoliers et universitaires "représentent plus de 20 % de l'ensemble de la population algérienne".

"Ce sont les adultes de demain, d'où l'importance de les éduquer aux bonnes habitudes en matière d'hygiène corporelle, bucco-dentaire, environnementale, ...etc", a-t-il relevé, rappelant qu'une instruction interministérielle définit, chaque année, les missions des départements concernés par cette question.

Celui de la santé, a-t-il détaillé, est tenu de "mettre en place les équipes médicales nécessaires intervenant au niveau des Unités de dépistages et de soins (UDS), auxquelles incombent la responsabilité d'assurer un dépistage pour l'ensemble des écoliers.

Une mission contrariée dans certaines localités de la capitale, en raison de l'absence du transport devant assurer le déplacement à ces derniers vers les dites unités", a-t-il relevé.

Outre des conférences thématiques, Cette manifestation se décline sous formes d'affiches informatives incitant au respect des règles d'hygiène et de propreté, notamment en milieux scolaires et universitaires.

DIABÈTE

Un projet d'éducation thérapeutique au niveau des pharmacies d'officines (CNOP)

Le président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOP), Abdelkrim Touahria a fait état lundi du lancement d'un projet d'éducation thérapeutique au niveau des pharmacies d'officine privées au profit des diabétiques.

L'idée s'est imposée au vu de la sollicitation du pharmacien, en tant que prestataire de proximité, par les malades en quête d'éducation thérapeutique mais n'a mûri qu'à la faveur de la promulgation de la nouvelle loi sanitaire en 2018 qui prévoit le renforcement du rôle du pharmacien d'officine dans l'éducation thérapeutique des diabétiques, a indiqué à l'APS Dr. Touahria. Le projet, qui doit être concrétisé sur le terrain avec l'implication de la tutelle et d'autres ministères (Commerce et Finances), du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), des laboratoires et des deux associations des diabétiques et de la médecine interne, sera suivi par une étude sérieuse pour démontrer le rôle du pharmacien d'officine sur les plans sanitaire et économique et notamment en matière de consommation de médicaments, dont les résultats permettront aux décideurs et spécialistes de rationaliser les dépenses, a-t-il poursuivi. Avant le lancement de ce projet, le CNOP a tracé un programme de formation théorique et pratique, a-t-il précisé expliquant que la première sera encadrée à distance par les sociétés savantes, et la deuxième sous forme d'ateliers supervisés par des experts en nutrition et santé, nationaux et étrangers.

Evoquant la préparation des documents nécessaires (fiche du malade), il a fait savoir que le suivi et l'évaluation périodique ont été confiés à un comité ad hoc créé à cet effet.

Ce projet permettra de répondre aux besoins des malades en matière d'éduca-



tion thérapeutique et de contrôle glycémique et de réduire les complications liées au diabète, notamment l'insuffisance rénale et les maladies cardiovasculaires et les coûts élevés de leur prise en charge, outre l'amélioration de la qualité du traitement, a-t-il estimé. Soulignant que les résultats «ne pourront être que positifs» au vu de l'expérience réussie dans d'autres pays, il a fait état, dans ce sens, de l'in-

tégration de ces résultats dans des études médicales d'une thèse sur l'éducation thérapeutique et les prestations des Caisses nationales de la sécurité sociale.

Par ailleurs, le président du CNOP a mis en avant l'impact positif du rôle du pharmacien d'officine dans l'éducation thérapeutique des diabétiques, évoquant la possibilité d'élargir cette expérience à d'autres maladies chroniques.

AÏN DEFLA-24 FÉVRIER

Inauguration d'une unité d'oncologie

La célébration du double anniversaire de la création de la centrale syndicale et de la nationalisation des hydrocarbures a été marquée lundi à Aïn Defla par l'inauguration d'une unité d'oncologie et des maladies cancéreuses.

Une cérémonie a été organisée à cette occasion en présence du corps médical actif dans cette nouvelle structure, des malades et de leurs familles ainsi que des autorités locales à la tête desquelles se trouvait le wali, Embarek El Bar.

Rattachée à l'établissement public hospitalier (EPH) Mekour Hamou de Aïn Defla où seule les séances de chimiothérapie sont désormais assurées, cette nouvelle structure est dédiée exclusivement aux consultations externes, selon les explications fournies par le directeur de wilaya de la Santé et de la Population (DSP), Hadj Sadok Abdellah.

"L'ouverture de cette structure répond au souci de soulager le service oncologie de l'EPH MekourHamou lequel ne se consacrera désormais qu'à la chimiothérapie", a-t-il expliqué.

Dès son arrivée à l'unité, le malade sera pris en charge par un staff médical pluridisciplinaire comprenant l'oncologue, le chirurgien, l'anesthésiste-réanimateur ainsi que la psychologue, a-t-il fait savoir.

Exhortant le staff médical à se surpasser pour une bonne prise en charge des malades, le wali de Aïn Defla a, de son côté, fait part de la disponibilité de la wilaya à venir en aide à cette



frange dont la maladie a été exacerbée par les vicissitudes de la vie.

"Je sais que nombre de malades vivent dans le dénuement quasi-total et ne peuvent, de ce fait, faire face aux déplacements contraignants entre leur lieu de résidence, l'unité d'oncologie ou les structures spécialisées des wilaya limitrophes vers lesquelles ils seraient orientés pour un avis spécialisé et c'est pour cette raison que j'ai pris la décision de doter cette nouvelle structure d'une ambulance et d'un microbus", a-t-il lancé.

Au sujet des équipements médicaux pour lesquels un montant de 5,7 millions de dinars a été consacré, le chef de l'exécutif a mis l'accent sur le fait que leur acquisition était tributaire de l'aval donné par le Conseil médical de l'hôpital.

L'acquisition des équipements médicaux n'est pas l'af-

faire d'administrateurs mais concerne les professionnels de la santé car eux seuls sont à même d'en connaître la véritable mission», a-t-il souligné.

De leur côté, des malades ont accueilli favorablement l'ouverture de cette unité, soutenant que son entrée en fonction leur permettra de gagner un temps précieux.

"Par le passé, nous nous rendions aux structures d'oncologie des wilaya de Blida et d'Alger mais aujourd'hui, Dieu merci, le calvaire des déplacements nous est épargné à la faveur de l'entrée en fonction de cette unité", ont soutenu à l'unisson des malades venus aux fins d'effectuer divers bilans consécutivement à la demande formulée par des médecins généralistes.

Emboitant le pas au DSP de Aïn Defla, le directeur de l'EPH du chef-lieu de wilaya, Habiche Bouabdellah, a sou-

tenu que la pression diminuera «à coup sûr» sur cette structure de santé à la faveur de l'entrée en service de la nouvelle unité d'oncologie dédiée aux consultations.

Faisant état du suivi de 950 malades atteints de cancer par la structure qu'il dirige, il a soutenu que les meilleures conditions de travail permettront «incontestablement» d'améliorer les conditions de prise en charge des patients notamment la réduction du délai d'obtention d'un rendez-vous pour la séance de chimiothérapie.

"Désormais, le délai d'obtention d'un RDV pour effectuer la chimiothérapie ne saurait excéder une semaine», a-t-il assuré, relevant le dévouement du staff médical a u sein duquel figurent notamment 9 oncologues.

Pour sa part, le président du Conseil scientifique de l'EPH Mekour Hamou, Pr Abada Mohamed a mis en avant l'importance du dépistage comme moyen d'anticiper la maladie afin qu'elle n'atteigne le stade des métastases, relevant que la nouvelle structure est également versée dans le contrôle périodique des malades ayant subi une chimiothérapie.

"Je ne ferai pas preuve d'aucune originalité en disant qu'un cancer découvert à temps est en mesure d'être guéri à 100 %», a-t-il rappelé, signalant que les types les plus fréquents ayant trait à cette pathologie sont ceux du sein, du col de l'utérus, des poumons et de la prostate.

ÉPIDÉMIE CORONAVIRUS

La Chine annonce 71 décès supplémentaires

La Chine a annoncé hier 71 décès supplémentaires dus au coronavirus, soit le chiffre quotidien le plus bas depuis plus de deux semaines, ce qui porte le total national des morts à 2.663.

La commission nationale de la Santé a aussi fait état de 508 nouveaux cas confirmés de contamination par le virus, tous sauf neuf ayant été détectés dans la province centrale de Hubei, où l'épidémie est apparue en décembre. Ce chiffre national des nouvelles infections est en hausse par rapport à celui de lundi, qui était de 409. Plusieurs provinces chinoises n'ont rapporté aucun nouveau cas depuis plusieurs jours et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé lundi que l'épidémie avait «plafonné» en Chine. Le directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré que l'épidémie en Chine avait atteint son sommet entre les 23 janvier et 2 février et que le chiffre quotidien des nouveaux cas avait «diminué régulièrement depuis lors». Toutefois Bruce Aylward, un expert de l'OMS qui dirige une mission conjointe



OMS-Chine, s'est inquiété lundi des apparitions de la maladie dans d'autres pays «qui se multiplient avec des taux de croissance exponentiels».

L'Italie a réuni hier les ministres de la Santé de pays voisins

L'Italie a organisé hier après-midi une réunion des ministres de la Santé de pays voisins de la péninsule pour déterminer «des lignes d'action communes» face à l'épidémie de coronavirus, a-t-on appris du ministère de la Santé.

Étaient représentées la France, la Suisse, l'Autriche, la Slovaquie, la Croatie, l'Allemagne et l'Union européenne, a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère.

«Le gouvernement italien a proposé une réunion avec les ministres de la Santé des pays frontaliers.

L'objectif sera d'arriver à partager des lignes d'action communes», avait annoncé plus tôt le chef de la Protection civile italienne Angelo Borrelli.

La soudaine flambée depuis vendredi des cas de contamination au nouveau coronavirus fait de l'Italie le pays le plus touché en Europe et le troisième dans le monde après la Corée du Sud et la Chine. La réunion devrait débiter à 16H00 locales (15H00 GMT). Les régions les plus touchées par l'épidémie en Italie sont la Lombardie, voisine de la Suisse, et la Vénétie, frontalière de la Slovaquie. Mais sont également concernés: le Piémont, qui jouxte la France, et le Trentin-Haut-Adige, qui est frontalier de l'Autriche.

Pékin salue le soutien des ministres des AE de l'ASEAN

La Chine a salué lundi les propos de plusieurs ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'ASEAN en soutien à sa lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19).

La réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères Chine-ASEAN sur le COVID-19 organisée la semaine dernière au Laos a eu un grand écho international, selon l'Agence Chine nouvelle.

Le secrétaire philippin des Affaires étrangères, Teodoro Locsin, a tweeté que la réunion était "grandement instructive et fondée sur la science et les faits" et que "nous devons à la Chine pour le confinement du COVID-19 à l'échelle continentale". Il a également cité le ministre singapourien des Affaires étrangères, Vivian Balakrishnan, qui a indiqué "ce qui ne nous tue pas ne peut que nous rendre plus forts". Invité à commenter ces propos lors d'un point de presse, le

porte-parole nouvellement nommé du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a indiqué que la Chine appréciait les propos des ministres des Affaires étrangères des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande.

La rencontre était la première réunion multilatérale des ministres des Affaires étrangères se focalisant sur la sécurité de la santé publique dans les pays de la région depuis le début de l'épidémie. Elle a donné l'exemple aux pays de la région dans le traitement conjoint des urgences de santé publique, a affirmé M. Zhao, ajoutant qu'elle avait également envoyé un message fort de renforcement de la coordination en matière de prévention et de contrôle conjoints entre la Chine et les pays de l'ASEAN. La Chine a adopté les mesures les plus complètes, les plus rigoureuses et les plus minutieuses depuis le début de l'épidémie et

a obtenu des résultats remarquables. Le pays a la capacité et la confiance nécessaires pour rapidement surmonter cette crise, a souligné le porte-parole. "Les virus n'ont pas de frontière", a fait remarquer M. Zhao. Face au virus, aucun pays ne peut s'en sortir seul en se tournant vers des pratiques protectionnistes, et seule une assistance mutuelle permet de résoudre le problème, a-t-il ajouté.

Selon lui, la Chine continuera de renforcer de manière ouverte, transparente et responsable, sa communication et sa coopération avec les parties concernées, dont l'ASEAN, afin de contribuer comme il se doit à la sécurité de la santé publique régionale et mondiale. La région de Wuhan et sa province du Hubei comprennent toujours la très grande majorité de quelque 77.000 cas de contamination enregistrés en Chine depuis décembre, dont près de 2.600 cas mortels.

Washington et Séoul envisagent de réduire un exercice militaire

Les Etats-Unis et la Corée du Sud envisagent «de réduire» un exercice militaire conjoint prévu au printemps en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus, ont indiqué lundi les ministres de la Défense des deux pays à l'issue d'une rencontre à Washington.

Le commandant des forces américaines en Corée du Sud, le général Robert Abrams, et le chef d'état-major sud-coréen, le général Park Han-ki «regardent s'ils peuvent réduire l'exercice de commandement en raison des inquiétudes que suscite le coronavirus», a déclaré l'Américain Mark Esper au cours d'une conférence de presse commune. Le Sud-Coréen Jeong Kyeong-doo a précisé que 13 militaires sud-coréens avaient été diagnostiqués comme atteints du coronavirus, et que les permissions avaient été suspendues pour l'ensemble des forces armées du pays, avant de limiter les mouvements.

La situation en Corée du Sud est «grave», a ajouté le ministre sud-coréen de la Défense, dont les propos étaient traduits. Les deux pays, qui ont déjà largement réduits leurs exercices militaires pour faciliter les négociations sur le programme nucléaire de la Corée du Nord, ont prévu un exercice de coordination des commandements des deux pays, qui doit se tenir au printemps.

La Maison-Blanche demande 2,5 mds USD au Congrès

La Maison-Blanche prévoit de consacrer un total de 2,5 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros) pour lutter contre le nouveau coronavirus mortel alors que la contamination s'accroît dans le monde entier, rapportait lundi le *Washington Post*.

Dans une requête adressée au Congrès, l'administration Trump a sollicité 1,8 milliard de dollars pour des dépenses d'urgence, selon le quotidien. La demande portait sur un nouveau financement de 1,25 milliard de dollars pour le ministère de la Santé et des Services sociaux, ainsi que sur le transfert de 535 millions de dollars supplémentaires initialement réservés à la lutte contre le virus Ebola.

La Maison-Blanche a déclaré qu'elle s'attendait à obtenir des fonds supplémentaires d'autres agences du gouvernement, ainsi que de la redéfinition des priorités de finance-

ment du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour un total de 2,5 milliards de dollars.

Les démocrates, adversaires politiques du président républicain Donald Trump, ont immédiatement jugé cette demande trop faible. La commission des crédits de la Chambre des représentants, où les démocrates sont majoritaires, a publié une déclara-

tion la qualifiant de «très insuffisante». Les fonds seront consacrés à des domaines tels que les tests de laboratoire, la quarantaine, la recherche et le développement de vaccins, ainsi qu'au soutien des Etats touchés, selon le *Washington Post*.

En Chine continentale, où le coronavirus est apparu en décembre dans la métropole de Wuhan,

l'épidémie a fait 2.663 personnes.

Plus d'une trentaine de pays sont touchés par le virus, avec un bilan qui dépasse largement les 30 morts hors de Chine.

Aux Etats-Unis, 53 cas de coronavirus ont été recensés, parmi lesquelles 39 personnes rapatriées de Chine et du paquebot Diamond Princess au Japon.

La Corée du Sud annonce 60 nouveaux cas de coronavirus, pour un total de 893

Les autorités sanitaires sud-coréennes ont annoncé hier 60 nouveaux cas de coronavirus, soit la plus faible croissance enregistrée au cours des quatre derniers jours, tandis qu'une personne de plus est décédée, portant le bilan à huit morts.

Selon les Centres de contrôle et de prévention des maladies de la Corée du Sud (KCDC), le pays a répertorié 893 cas au total.

Il s'agit du niveau le plus important hors de Chine continentale, où le coronavirus est apparu en décembre. Les trois

derniers bilans quotidiens des KCDC faisaient état de nouveaux cas dépassant la centaine.

Sur les 60 annoncés mardi, 49 se trouvent dans la ville de Daegu (sud) et dans la province voisine de Gyeongsang du Nord.

La plupart des cas de contamination du pays sont liés à la secte de l'Eglise Shincheonji de Jésus de Daegu.

Une femme de 61 ans a présenté une fièvre le 10 février mais elle avait fréquenté au moins quatre services religieux avant d'être diagnostiquée.

ANÉMIE : une bonne alimentation pour constituer des réserves en fer

Une des causes les plus fréquentes d'anémie est la carence en fer. Or, plusieurs études réalisées en France ont montré que la population manquait de réserves en fer, notamment les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et les jeunes enfants. Voici comment constituer le stock indispensable.

Notre corps renferme environ 4g de fer à l'âge adulte. Ce minéral est essentiel au bon fonctionnement de notre organisme car il sert, notamment, au transport de l'oxygène des poumons vers tous les autres organes.

Consommer des aliments riches en fer

Le fer est présent sous deux formes : héminique (70 %) associé à l'hémoglobine des nos globules rouges et non héminique (30 %) qui sert à la fois au transport et à la constitution de nos réserves. Vous trouvez le fer :

- sous la forme héminique : dans les viandes rouges et plus particulièrement dans le boudin noir (il apporte 163% des apports journaliers recommandés), les abats, le foie et les rognons, mais aussi dans les viandes blanches, les poissons, les fruits de mer et les crust.

- sous forme non héminique : dans les légumes verts, les fruits et légumes secs (comme les lentilles et les fèves). Contraire-



ment à la croyance, les épinards ne contiennent pas beaucoup de fer... Le créateur de Popeye s'est en fait servi d'une table alimentaire qui comportait une erreur de virgule dans la teneur en fer des épinards d'où cette légende qui continue de se répandre.

Faire les bonnes associations

Le fer présent dans la viande est 2,5 fois plus assimilable que le fer des produits végétaux. Toutefois, celui-ci est d'autant mieux absorbé par l'organisme qu'il est associé au cours d'un même repas au fer d'origine animale et à des aliments riches en vitamine C comme les crudités ou les fruits mais aussi les herbes aromatiques qui en contiennent beaucoup comme le persil, le cerfeuil, l'estragon...

Certains aliments doivent cependant être consommés à distance des repas car ils réduisent l'absorption du fer. C'est le cas du thé, du café, du vin et du jus de raisin.

ANÉMIE : UN SELFIE POUR LA DÉTECTER

Une application mobile permettrait de détecter l'anémie en se basant sur un selfie et indiquerait aux utilisateurs la procédure à suivre en cas de carence en fer. Les applications santé se développent pour accompagner les internautes au quotidien. Une nouvelle vient de voir le jour et est capable de détecter l'anémie avec un simple selfie (auto-portrait réalisé avec un Smartphone).

Les signes d'alerte de l'anémie
Les symptômes classiques et habituels de l'anémie sont la pâleur de la peau, des conjonctives, un essoufflement pendant l'effort, une accélération du rythme cardiaque, une fatigue, des maux de tête, des vertiges et des bourdonnements

d'oreilles. L'anémie lorsqu'elle est envisagée par un médecin, se détecte par une prise de sang qui dose le niveau de ferritine dans le sang. Cette protéine, qui permet le stockage du fer, traduit l'état de nos réserves. Développée par des étudiants australiens, cette nouvelle application nommée EYENAEMIA diagnostique l'anémie simplement grâce à un selfie. Cette solution simple et non-invasive est accessible à tous et peut aussi s'utiliser dans des pays ou zones mal équipés en structures sanitaires et hospitalières.

Le logiciel est livré avec une carte de couleurs utilisée comme outil d'étalonnage. Il suffit à la

personne de se photographier en tirant sur sa paupière inférieure. Si ce type de selfie n'est pas flatteur, il permettra de faire un bilan de votre anémie. L'application est capable de déterminer en fonction de la couleur de l'œil, le niveau d'hémoglobine du patient. Une fois le diagnostic établi, l'internaute reçoit un bilan et une procédure à suivre en fonction de son état de santé.

Un portail informatif sur cette application existe et est disponible pour les internautes qui peuvent déjà tester ce nouvel outil. En revanche, l'application qui a remporté le prestigieux 2014 Imagine World Cup Microsoft ne sera disponible que fin 2014 sur Windows Store.

Quels signes doivent nous alerter ?

Épuisée, essoufflée au moindre effort, une mine de papier mâché... Et si ça venait d'une insuffisance en fer ? On fait le point sur ce minéral indispensable avec Béatrice Benavent-Marcos, diététicienne-nutritionniste.

Une fatigue inhabituelle, un essoufflement, un teint pâle sont des signes d'anémie par manque de fer. Des troubles de la mémoire, une baisse des performances intellectuelles, une chute de cheveux, une plus grande vulnérabilité aux infections peuvent aussi indiquer un manque de fer.

Pourquoi les femmes sont-elles plus exposées ?

Tout simplement parce que de l'adolescence à la ménopause, leurs règles entraînent des pertes en fer non négligeables. Les femmes qui présentent des fibromes de l'utérus sont particulièrement à risque.

car elles perdent beaucoup plus de sang lors de leurs règles, ce qui retentit sur leurs réserves en fer. Le risque de carence augmente aussi en cas de grossesses rapprochées.

Existe-t-il d'autres situations à risque ?

En période de croissance, les besoins en fer sont très importants. Et au cours de la vie, toutes les maladies qui peuvent occasionner des saignements répétés (ulcères, hémorroïdes, cancers, maladies inflammatoires...) font courir le risque d'un déficit en fer. On y pense aussi chez les personnes âgées qui mangent trop peu.

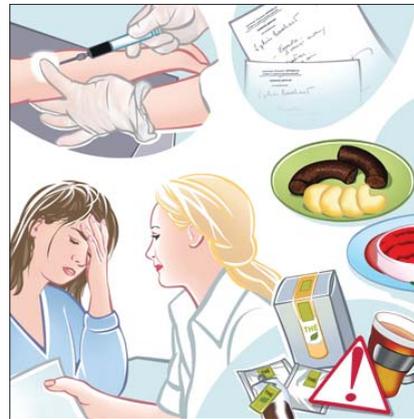
La pratique du sport peut-elle être en cause ?

Oui, c'est le cas, par exemple, de la course à pied. L'impact répété des pieds sur le sol crée des microtraumatismes qui « éclatent » les globules

rouges. Une transpiration excessive lors de l'effort serait aussi en cause. Sans oublier que ceux qui se serrent la ceinture en vue d'une compétition peuvent, du même coup, se priver de ce précieux fer, par faute de ce régime trop restrictif.

On dose quoi exactement pour être fixé ?

Seule une prise de sang permet de savoir si on manque vraiment de fer. Le médecin généraliste en demande un quand il constate une fatigue ou une pâleur anormale. Mais, plus que le fer, c'est la ferritine qui doit être dosée. Cette protéine, qui permet le stockage du fer est, en effet, le témoin de nos réserves. Dans certains cas, ce dosage peut être complété par celui du fer et de la transferrine, la protéine qui assure le transport du fer dans l'organisme.



Comment faire le plein de fer

Pas assez de fer dans notre organisme et nous voilà anémiques. Cet oligo-élément permet en effet aux globules rouges de transporter l'oxygène nécessaire à nos cellules. Mais êtes-vous sûre que manger des épinards tous les jours vous permettra de faire le plein de fer ?

Les épinards sont extrêmement riches en fer

Faux
Popeye aurait pu être traité de menteur ! 100 grammes d'épinards ne contiennent environ que 3mg de fer, ce qui est très peu. Pour la petite histoire : en 1890, un chercheur américain fait l'autopsie d'un feuille d'épinard. En recopiant les résultats, sa secrétaire commet une erreur de virgule. Et au lieu d'inscrire 3mg, elle note 30 mg.

Le fer est principalement contenu dans les aliments d'origine animale

Vrai
Il existe 2 sortes de fer : l'un dit hémérique, c'est à dire, mieux absorbé par l'organisme, l'autre dit non-hémérique, beaucoup moins bien assimilé par notre corps. Le fer hémérique est contenu dans les aliments d'origine animale comme le bœuf, le foie, les abats, le poisson... Il est donc important d'en manger. Les végétaux, quant à eux, contiennent du fer non hémérique.

Le jus d'orange est conseillé pour l'assimilation du fer

Vrai
Les oranges contiennent de la vitamine C qui favorise l'absorption du fer par l'organisme. De la même façon, consommer des fruits et légumes au cours des repas augmente fortement l'assimilation du fer contenu dans les autres aliments.

Nous avons toutes les mêmes besoins en fer

Faux
Nos besoins sont différents selon l'âge, le sexe et les périodes de la vie d'une personne. L'apport journalier recommandé pour un homme est de 9 mg. Pour une femme, il est de 16 mg. Mais si cette dernière est enceinte, elle a besoin de plus de fer, soit 30 mg (au troisième trimestre). Pour un enfant, âgé de 1 à 9 ans, l'apport quotidien est de 7 ou 8 mg.

Le fer est présent en grande quantité dans l'organisme

Faux
Les femmes en ont environ 2,5 grammes tandis que les hommes en possèdent 4 grammes. Cependant, il reste un oligo-élément essentiel au bon fonctionnement de l'organisme. Tous les jours, le corps élimine une petite quantité de fer à travers les cellules mortes, la desquamation, les selles et les urines. C'est la raison pour laquelle il faut subvenir quotidiennement à nos besoins en fer.

Du fer dans l'assiette

Pendant votre grossesse, bébé puise dans vos réserves de fer. Pour ne pas flirter avec l'anémie, surtout les deux derniers trimestres, mettez de la viande à votre menu au moins deux fois par semaine.

Steak ou poisson ?

Maintenant que vous attendez un heureux événement, c'est le moment de rompre avec vos (mauvaises) habitudes alimentaires : on ne vous interdit pas un plateau-téte les soirs de grande fatigue, mais plus question d'en faire votre rituel quotidien ! D'autant qu'un steak ou un filet de poisson accompagné d'une petite poêlée de légumes ça prend à peine plus de temps qu'une pizza à réchauffer ! Et puis, dans quelques mois, lorsque vous entrerez de plain-pied dans la diversification alimentaire, vous serez incolable sur l'équilibre entre les quantités de protéines et de lipides !

Rassurez-vous, si vous n'êtes pas très "carnivore" : on ne vous oblige quand même pas à mettre de la viande tous les jours au menu. Trois ou quatre fois par semaine, c'est bien suffisant pour ne pas être anémique... et ce ne sera pas assez pour voir votre taux de cholestérol grimper en flèche ! D'autant que votre gynéco vous a sûrement prescrit également une supplémentation sous forme de cachets.

Apprenez à lire les étiquettes

Pour tout savoir sur la viande, apprenez donc à lire les étiquettes ! Le prix et le poids du morceau choisi sont, certes, des informations essentielles pour la future maman soucieuse de son poids que vous êtes ! Mais bien d'autres renseignements apparaissent : le nom du morceau de bœuf par exemple, juste à côté de la dénomination "viande bovine", qui vous permet de choisir en toute connaissance de cause



entre le rumsteak (à 3,5 % de matières grasses) et l'entrecôte (à 12 %). Vient ensuite la mention de l'origine (pays de naissance, d'élevage et d'abattage), obligatoire depuis 2002. L'étiquetage mentionne aussi la "catégorie" de l'animal : jeune bovin (mâle de moins de 2 ans), génisse (femelle n'ayant pas vêlé), bœuf (mâle castré de plus de 2 ans), vache (femelle ayant vêlé) ou taureau. Le type précise enfin s'il s'agit d'une race laitière ou d'une race à viande.

Et les épinards, alors ?

Non, on ne vous a pas trompée : il y a bien du fer dans les épinards (merci Popeye !). Mais du

fer "non hémérique", c'est-à-dire difficilement assimilable par l'organisme.

Résultat : seulement 5% du fer des épinards est absorbé par l'organisme. Alors que 25 à 30 % du fer "hémérique" présent dans la viande ou le poisson est absorbé par votre organisme. Mieux encore : la viande, et notamment la viande bovine, améliore l'absorption du fer non hémérique contenu dans les aliments qui l'accompagnent dans l'assiette. Autrement dit, quand vous mangez un steak-épinards, c'est le bœuf qui vous fournit le fer le mieux assimilé... et c'est lui qui vous permet de profiter au maximum du fer contenu dans les épinards ! En revanche, n'abusez

pas trop du thé ou du café qui empêchent une bonne assimilation du fer.

Teneur en fer des aliments

Pour un total de 100g
Viandes rouges : 2 à 4 mg
Viandes blanches : 1 à 2 mg
Oeufs : 1,8 à 1,9 mg
Foie : 6 à 14 mg
Volaille : 1,3 à 2,7 mg
Épinards : 2,4 mg (non hémérique)
Légumes secs : 1,8 à 3,3 mg (non hémérique)
Chocolat : 2,9 mg (non hémérique)
Fruits secs : 5,2 mg (non hémérique)

Fatiguée : et si c'était de l'anémie ?

Rien n'est plus banal que de se sentir fatiguée quand les vacances sont derrière nous. Toutefois, si cette fatigue devient permanente et qu'en plus vous vous trouvez pâlichonne, essouffée au moindre effort, il se peut que vous souffriez d'anémie. Comment savoir ?

À quoi c'est dû ?

Il y a plus de risque d'anémie chez les femmes :
- qui ont des règles abondantes
- qui ont une alimentation trop pauvre en fer

ou qui suivent un traitement médical prolongé avec de l'aspirine ou des anti-inflammatoires non stéroïdiens.

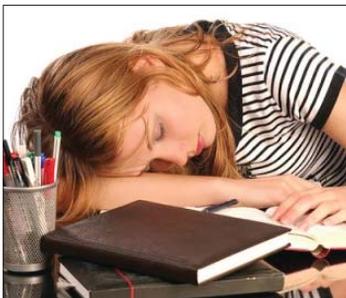
D'autres médicaments peuvent également provoquer une carence en fer (anticholériques, anti-inflammatoires, inhibiteurs de la pompe à protons, tétracyclines).

Pourquoi ça fatigue ?

La fatigue causée par l'anémie est le résultat d'un manque de globules rouges, ceux qui transportent l'oxygène depuis vos poumons jusqu'aux cellules. Comme cet apport en oxygène est trop faible, vous vous sentez faible, fatiguée, parfois même à bout de souffle. Des exercices aussi simples que grimper un escalier ou courir après le bus, vous semblent tout à coup insurmontables.

Comment savoir si j'en ai ?

Pour diagnostiquer ce type d'anémie par carence en fer (appelée anémie ferriprive), votre médecin vous prescrira une prise de sang en demandant une numération formule sanguine (NFS) et un dosage de la ferritine sérique qui traduit l'état de vos réserves en fer. Évidemment, il recherchera aussi la cause de



votre anémie afin de la traiter. C'est ainsi qu'il vous posera des questions sur vos habitudes alimentaires, vos cycles menstruels, votre digestion, les médicaments que vous prenez... Dans tous les

cas, le médecin vous conseillera d'augmenter vos apports en fer dans l'alimentation. Et si vous êtes anémique, il vous prescrira une supplémentation en fer afin de faire remonter vos réserves.

TRANSPORTS

Un conférence sur le développement des routes et des transports en Afrique en mars à Dakar

Le développement des routes et des transports en Afrique sera au menu d'une conférence de la cinquième édition de «The Africa Road Builders» 2020 le 25 mars à Dakar au Sénégal. Selon un communiqué cité par l'agence APA, cette conférence inaugurale précède la conférence finale qui a lieu chaque année à l'occasion des Assemblées annuelles de la BAD, qui aura lieu cette année en mai prochain à Abidjan. Avec cette cinquième édition, souligne Barthélémy Kouamé, le Commissaire général de «The Africa Road Builders» dans le communiqué, ces assises s'établissent comme un «rendez-vous incontournable» pour le développement de la route et des transports en Afrique.

Cette rencontre qui est organisée sur le thème «Routes et transports pour améliorer la qualité de vie des populations en Afrique», a-t-il expliqué, sera une «journée de partage, de réflexions, d'actions et d'expériences». «Nous invitons les professionnels et les autres acteurs, les médias et tous les observateurs intervenant en Afrique à nous rejoindre. Parce que la route et les transports précèdent le développement», a conclu le Commissaire général.

BURKINA:

Quatre morts dans une «embuscade» contre une unité d'intervention dans le centre-nord

Quatre personnes dont trois policiers, ont été tués lundi matin au cours d'une embuscade contre une unité d'intervention sur l'axe Pissila-Gibga, dans la province du Sanmatenga, le centre-nord du Burkina Faso, a annoncé la police dans un communiqué.

«Dans la matinée du lundi 24 février 2020, une équipe de l'unité d'intervention de la police nationale (UIP-PN) a été victime d'une embuscade, tendue par des individus armés non identifiés, sur l'axe Pissila-Gibga», dans la province du Sanmatenga, région du centre-nord, indique le communiqué.

«Suite à cette attaque, quatre personnes ont perdu la vie, dont trois policiers», selon le texte qui évoque également cinq blessés sans dire s'il s'agit de policiers ou de civils.

Le directeur général de la police a «salué la détermination des unités engagées sur le terrain de la lutte contre le terrorisme et invité la population à une collaboration renforcée avec les forces de défense et de sécurité».

Mardi dernier, trois soldats ont été tués au cours d'une attaque terroriste contre un détachement militaire à Kelbo, localité située dans la province du Soum, dans le nord du pays.

Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est confronté à des attaques terroristes, qui ont fait plus de 750 morts depuis 2015. Les attaques terroristes, associées aux affrontements intercommunautaires, ont également contraint plus de 770.000 personnes à fuir leurs foyers dont plus de 20.000 élèves, selon les autorités burkinabé.

LIBYE:

"Projet d'accord" de cessez-le-feu entre les belligérants

Les belligérants libyens en pourparlers à Genève ont élaboré un "projet d'accord de cessez-le-feu" qui doit permettre aux Nations unies de surveiller "le retour sûr des civils dans leurs zones", a annoncé l'ONU lundi.

"Les deux parties ont convenu de présenter le projet d'accord à leurs dirigeants respectifs pour de nouvelles consultations et de se réunir à nouveau le mois prochain pour reprendre les discussions", a indiqué d'appui de l'Onu en Libye (Manul) dans un communiqué.

Elles devront ensuite finaliser l'arrangement en préparant les "comités chargés de l'application", a précisé la même source au lendemain de la fin du deuxième cycle de pourparlers militaires engagés dans le cadre de la Commission militaire conjointe (5+5).

Si l'accord est validé par les deux camps, la Manul sera chargée de surveiller le cessez-le-feu avec la Commission militaire conjointe (JMC), constituée de dix hauts res-

ponsables militaires - cinq pour chaque camp, le Gouvernement d'union nationale (GNA) dirigé par Fayez al-Sarraj, reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, et le maréchal Khalifa Haftar dans l'Est. Le JMC était réuni jusqu'à dimanche passé à Genève.

Un cessez-le-feu a été conclu en janvier, mais la trêve a été régulièrement violée. Lundi, la Manul a renouvelé son appel aux deux parties pour qu'elles respectent pleinement la trêve actuelle et la protection de la population civile, des biens et des infrastructures vitales.

Les pourparlers militaires sont un des trois volets du dialogue inter-libyen mené par l'Onu, les deux autres étant politique et économique, sur notamment la répartition des richesses du



pays. Deux réunions économiques ont déjà eu lieu ces dernières semaines à Tunis et au Caire.

Le dialogue politique, qui doit quant à lui démarrer mercredi, doit inclure des représentants des deux camps libyens et des personnalités

invitées par l'émissaire de l'Onu, Ghassan Salamé. L'agenda de ces discussions à Genève "sera inspiré de la grande conférence nationale que nous tentons de faire l'année dernière si la guerre n'avait pas éclaté", a indiqué récemment M. Salamé.

BARRAGE DE LA RENAISSANCE:

Reprise des négociations entre les Etats du Nil demain à Washington

Les négociations sur le barrage de la Renaissance entre les Etats du Nil (Egypte, Ethiopie, Soudan) reprendront demain et vendredi à Washington en présence de représentants de la Banque mondiale (BM) et de l'administration américaine pour examiner le projet d'accord sur l'exploitation et le remplissage du barrage.

Washington a remis aux trois pays un projet d'accord du Trésor américain sur un mécanisme de remplissage et d'exploitation du barrage éthiopien de la Renaissance, qui fait objet de discorde depuis plus de six ans, en cours de négociations entre les trois pays voisins.

"Nous avons reçu le projet d'accord du Trésor américain pour l'étudier, nous nous rencontrons le 27 et 28 de ce mois à Washington", a déclaré Yasser Abbas, ministre soudanais de l'Irrigation et des Ressources en eau. "Plusieurs problèmes ont été à 90% résolus... Il reste des points simples mais importants qui sont de nature technique. Quant aux principaux points de remplissage et de fonctionnement, ils ont été convenus", a ajouté le ministre soudanais. Il a indiqué que le projet est le résultat de négociations qui se poursuivent depuis des années.

Pour sa part, le négociateur juridique soudanais, Hisham Kahn, a expliqué que l'accord, appelé "Accord pour remplissage et exploitation du barrage", comprend des articles sur la sécurité du bar-

rage pendant son fonctionnement et sur l'environnement ainsi qu'un texte sur son entrée en vigueur.

"Puisqu'il s'agit d'un accord international, il n'entrera pas en vigueur une fois qu'il sera signé, mais après ratification par les pays concernés conformément à leurs systèmes constitutionnels", a-t-il affirmé.

Depuis novembre dernier, les Etats-Unis et la Banque mondiale sont entrés en tant que médiateurs pour résoudre les différends entre les trois pays sur ledit barrage. Après des années de discussions ministérielles difficiles entre les trois pays, de nouveaux cycles de négociations ont repris à Washington sous le parrainage des Etats-Unis et un accord final devrait être conclu fin février.

Les derniers pourparlers se sont terminés le 13 février dernier à Washington entre les chefs de la diplomatie des trois pays et leurs ministres des Eaux, mais sans pouvoir signer un accord.

En effet, les pays sont déjà parvenus à se mettre d'accord sur les étapes de remplissage du réservoir du barrage, les mécanismes d'atténuation, le rôle du remplissage et l'exploitation en période de sécheresse. Le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, avait rencontré samedi dernier l'envoyé spécial du Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn au Caire où il avait réaffirmé l'engagement de l'Egypte à oeuvrer pour

le succès des négociations en cours sur la voie de Washington et qu'avec la signature imminente de l'accord sur les règles de remplissage et d'exploitation, cela préserverait l'équilibre entre les intérêts de toutes les parties.

De son côté, le Secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a exprimé lors d'une visite en Ethiopie son optimisme quant à une solution à la crise du barrage, reconnaissant qu'il y a encore beaucoup de travail à faire.

L'Ethiopie, pays en amont du bassin du Nil, a commencé à construire son grand barrage hydroélectrique en 2011 sur le Nil bleu, tandis que l'Egypte, pays en aval, s'inquiète que le barrage puisse affecter sa part annuelle de 55,5 milliards de mètres cubes d'eau du Nil.

Le Soudan, qui a l'instar de l'Egypte, est également en aval du bassin, voit les bénéfices qu'il pourra tirer de la construction du barrage malgré les inquiétudes égyptiennes. La mise en eau du réservoir, dont la capacité totale est de 74 milliards de mètres cubes, pourrait prendre plusieurs années, c'est néanmoins la lenteur de cette opération que privilégie l'Egypte pour éviter les effets négatifs d'une pénurie de la ressource, un point essentiel de leurs discussions. Le barrage devrait produire plus de 6000 mégawatts d'électricité et devenir le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique une fois terminé.

PRÉSIDENTIELLE AU TOGO :

La Cédéao appelle au respect des résultats issus des urnes

La mission d'observation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a appelé lundi au respect des résultats de l'élection présidentielle du 22 février au Togo issus des urnes et proclamés par les structures en charge de l'organisation du scrutin. Conduite par l'ancien président de Sierra Leone, Ernest Bai Koroma, la mission de la Cédéao a lancé son appel dans une déclaration assortie de conclusions provisoires saluant un scrutin présidentiel qui s'est déroulé «sans incident majeur», lors d'une conférence de presse tenue lundi dans la capitale togolaise. «La Mission lance un appel à tous les candidats qui étaient en lice pour l'élection présidentielle à respecter les résultats issus des urnes et proclamés par les institutions et organes

chargés des élections et les exhorte à recourir, en cas de besoin, aux voies légales pour le règlement de tout contentieux électoral», selon la déclaration. Au terme du premier tour de la présidentielle, le président sortant et candidat du parti Union pour la république (UNIR) Faure Gnassingbé a été réélu avec 72,36% des voix pour cinq ans, selon les résultats provisoires proclamés lundi matin par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Arrivé en deuxième position avec 18,37% des voix, le candidat Agbeyomé Messan Kodjo du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD) conteste les résultats proclamés après avoir revendiqué la victoire peu avant.

La mission indique que le représentant

permanent de la Commission de la Cédéao au Togo «observera les développements post-électoraux jusqu'à la proclamation définitive des résultats». L'élection présidentielle du 22 février constitue «une étape cruciale dans la consolidation de la paix et la promotion de la démocratie au Togo», a souligné la mission de la Cédéao qui comprend 79 observateurs. Faure Gnassingbé a obtenu 1.938.889 votes sur un total de 2.679.557 des suffrages exprimés, avec 3.614.056 électeurs inscrits sur le fichier électoral pour ce scrutin présidentiel qui a enregistré un taux de participation de 76,63%.

Arrivé au pouvoir en 2005, Faure Gnassingbé a été réélu en 2010 avec 60,9% des suffrages, puis en 2015 avec 58,77%.



PALESTINE

La violence continue en Cisjordanie, selon un envoyé de l'ONU

Le coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a déclaré lundi que les violences se poursuivaient en Cisjordanie, où sept Palestiniens, dont un enfant, ont été tués récemment par les Forces de l'occupant israélien, et 206 autres blessés dans différents incidents.

Par ailleurs, 16 membres des forces de sécurité israéliennes et sept civils ont été blessés par des Palestiniens, a déclaré M. Mladenov devant le Conseil de sécurité lors d'une réunion sur le Moyen-Orient, comprenant la question palestinienne.

«Le 5 février, un adolescent palestinien a été tué par les Forces de l'occupant israélien après qu'il aurait lancé un cocktail molotov lors d'affrontements à Al-Khalil», a-t-il indiqué. «Le lendemain, un Palestinien a été abattu lors de heurts à Jenine, tandis qu'un policier de l'autorité palestinienne est décédé dans un incident séparé après avoir été frappé par un tir à balle réelle alors qu'il se trouvait dans un commissariat», a-t-il ajouté.

M. Mladenov a réaffirmé que la violence contre les civils, et en particulier contre les enfants, était inacceptable et devait être condamnée par tous. Les forces de sécurité israélienne doivent faire preuve de la plus grande retenue et n'utiliser la force létale que si elle est strictement nécessaire. «Tous les incidents doivent faire l'objet d'une investigation complète», a-t-il souligné.

Par ailleurs, la situation aux alentours des lieux saints à El-Qods reste tendue, a fait remarquer M. Mladenov. «Alors que les dirigeants religieux et politiques appellent les Palestiniens à se rendre en masse sur les sites musulmans pour prier, des affrontements limités et des arrestations ont été signalés, y compris après les prières du vendredi».

«La police israélienne a également émis des ordres limitant temporairement l'accès aux sites pour plusieurs palestiniens, dont un dirigeant religieux et ancien Grand Mufti d'El-Qods, évo-



quant des incitations à la violence et troubles à l'ordre public», a rapporté M. Mladenov.

L'Irlande et l'Espagne condamnent l'expansion israélienne dans les territoires palestiniens occupés

L'Irlande et l'Espagne ont condamné dimanche l'expansion coloniale israélienne dans les territoires palestiniens occupés. Le vice-Premier ministre irlandais, des Affaires étrangères et du Commerce, Tanest Simon Coffin, cité par l'agence palestinienne de presse, Wafa, a condamné la récente annonce de la construction de milliers d'unités coloniales à Al Qods-est occupée, affirmant que cela "est clairement illégal en vertu du droit international". M. Coffin a exhorté l'occupation israélienne à s'abstenir de prendre toute mesure concernant ces plans de colonisation et à suspendre toutes les opérations de

construction de colonies. Le chef de la diplomatie irlandaise a souligné que la construction de colonies à Al Qods-est occupée "est une étape qui mine la viabilité d'un futur Etat palestinien".

De son côté, le ministère espagnol des Affaires étrangères a renouvelé sa condamnation de la construction de colonies dans les territoires palestiniens occupés, soulignant qu'elles violent le droit international et constituent un obstacle à une solution à deux Etats conformément aux normes internationales.

La diplomatie espagnole a exprimé sa préoccupation à propos de u récent plan expansionniste israélien à Al-Qods occupée, appelant à la nécessité de revenir sur cette décision. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu avait annoncé jeudi la construction de milliers de nouvelles unités coloniales à Al-Qods-est occupée.

SYRIE:

Pas d'accord «total» pour un sommet quadripartite (Erdogan)

L'organisation d'un sommet quadripartite sur la Syrie, réunissant la Turquie, la Russie, la France et l'Allemagne, ne fait pas l'objet d'un accord «total», a déclaré hier le président turc Recep Tayyip Erdogan.

«Il n'y a pas d'accord total» entre le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel d'un côté, et le chef de l'Etat russe Vladimir Poutine de l'autre, a affirmé le président turc lors d'une conférence de presse à Ankara.

M. Erdogan avait annoncé samedi la tenue d'un sommet quadripartite sur la Syrie le 5 mars, une initiative visant à trouver une solution à la crise dans la région d'Idleb (nord-ouest de la Syrie) où l'armée gouvernementale syrienne, appuyée par l'aviation russe, poursuit son offensive contre les groupes terroristes. Mardi, M. Erdogan a affirmé que «dans le pire des cas», il pourrait avoir un entretien bilatéral avec le président russe à cette date.

Les tensions sont montées de plusieurs crans à Idleb depuis le début du mois avec des affrontements inédits entre des troupes turques et les forces syriennes autour de cette ville syrienne, près de la frontière turque. Ces combats ont également suscité des frictions entre Ankara et Moscou.

QATAR-GOLFE Levée d'un embargo sur les liaisons postales avec le Qatar

L'Arabie Saoudite, Bahreïn et l'Egypte ont mis fin à un embargo sur les liaisons postales imposé au Qatar depuis 2017, a annoncé hier une agence spécialisée des Nations unies.

Les trois pays, ainsi que les Emirats arabes unis, avaient rompu leurs relations diplomatiques et économiques avec le Qatar en juin 2017, l'accusant de "soutenir des groupes terroristes" et de "resserrer les liens avec Téhéran".

La restauration des services postaux est un petit pas vers la normalisation des relations entre ces pays bien que les pourparlers pour résoudre le différend sont au point mort, selon le Qatar. Des représentants des quatre pays qui boycottent Doha ont rencontré une délégation du Qatar au siège de l'Union postale universelle (UPU) à Berne, le 29 janvier, pour discuter du rétablissement des liaisons postales, a indiqué cet organisme dans un communiqué. Les Emirats avaient déjà repris les services postaux avec le Qatar le 9 février, a rappelé l'UPU. "Je me félicite de la reprise des échanges postaux internationaux entre ces pays via Oman", a déclaré le directeur général de l'UPU, Bishar Hussein, dans le communiqué. "Tous les pays, y compris Oman, méritent d'être félicités pour leur engagement à faire en sorte que les envois postaux continuent d'être échangés et distribués" entre les pays de l'UPU, a-t-il ajouté. Oman est venu au secours de Doha en ouvrant ses ports aux exportations et aux importations du Qatar qui transitaient auparavant par les Emirats. Oman a engagé avec le Koweït une médiation pour tenter de résoudre la crise diplomatique du Golfe.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT À GENÈVE :

Moscou appelle Washington à relancer le "dialogue multilatéral"

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergéï Lavrov, a appelé hier les Etats-Unis à relancer le "dialogue multilatéral" afin notamment de lancer des négociations sur la paix dans l'espace. "Il est important d'arrêter de dégrader l'architecture de désarmement", a indiqué le chef de la diplomatie russe devant la Conférence du désarmement à Genève. "Nous lançons un appel aux Etats-Unis pour revenir au dialogue multilatéral et au respect de tous les accords conclus au sein des Nations unies", a-t-il précisé, en appelant au renouvellement d'accords qui "assureraient la stabilité sur cette planète". "Ces derniers temps dans la politique des Etats-Unis on a pu constater une tendance à imposer à la communauté internationale leurs propres règles aux dépens du droit international", a-t-il ajouté, déplorant notamment le retrait américain en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien et, en 2019, du traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (FNI), qui avait été conclu pendant la Guerre froide. Il ne reste désormais en vigueur qu'un seul accord nucléaire bilatéral

entre Moscou et Washington: le traité New Start, qui maintient les arsenaux nucléaires des deux pays bien en-deçà du niveau de la Guerre froide et dont le dernier volet arrive à échéance en 2021. Les Etats-Unis pourraient ne pas renouveler ce traité, conclu en 2010. "Le président de la Russie a proposé aux Etats-Unis, un nouvel accord Start sans condition préalable et nous attendons toujours la réponse", a dit M. Lavrov. Moscou souhaite aussi relancer les efforts de désarmement dans l'espace. La Russie et la Chine veulent en particulier la mise en place d'un traité pour empêcher de déployer certains types de matériel militaire. M. Lavrov a assuré que la Russie "voit de plus en plus clairement les plans des Etats-Unis, de la France et également de l'Alliance Atlantique en matière de placement d'armes dans l'espace" mais a assuré qu'il est encore temps d'"empêcher cela". Le ministre russe insiste qu'"Il est important de revenir à cet accord proposé par la Russie et la Chine pour ne pas placer les armes dans l'espace et pour empêcher l'utilisation de la force à ce niveau".

BREXIT :

Feu vert des ministres de l'UE au mandat de négociation avec Londres

Les ministres des Affaires européennes de l'Union européenne (UE) ont donné leur feu vert hier à Bruxelles au mandat de négociation avec Londres sur leur future relation commerciale, ont rapporté des médias, citant des sources européennes. A leur arrivée à la réunion, les ministres des Affaires européennes de l'UE, sur le Brexit et d'élargissement, ont insisté sur l'ampleur du travail à accomplir. "C'est un traité très compliqué. Ce sera une tâche très difficile, une longue route nous attend", a prévenu le ministre néerlandais, Stef Blok. "Nous cherchons

un accord qui protège les intérêts des Européens, nous devons chercher un bon accord avant de céder à la pression du calendrier", a précisé son homologue française, Amélie de Montchalin. Ce feu vert est une étape décisive, car il ouvre la voie aux pourparlers entre l'UE et le Royaume-Uni début mars, un peu plus d'un mois après son départ le 31 janvier. Le mandat du négociateur britannique devrait être dévoilé jeudi. Ces discussions sont censées s'achever à la fin de l'année, un délai relativement court étant donné la difficulté de la tâche.

CHILI :

Le président appelle à «un accord majeur pour la démocratie»

Le président chilien, Sebastian Piera, a appelé lundi les Chiliens à s'unir en faveur d'un «accord majeur pour la démocratie, contre la violence et pour la paix», au milieu des troubles sociaux en cours. «La coopération de tous les Chiliens de bonne volonté contribuera à guérir les blessures et à permettre au Chili de reprendre le chemin de la démocratie, du progrès, de la justice et de la paix», a déclaré M. Piera, après son retour de vacances et sa réunion avec son cabinet. Il a appelé les législateurs à travailler à l'adoption d'une série de réformes visant à répondre aux demandes des manifestants, y compris une augmentation du salaire minimum. L'administration Piera a également présenté des projets de loi pour renforcer l'ordre public et permettre le déploiement de troupes afin de protéger les infrastructures essentielles, telles que les hôpitaux, les aéroports, les centrales électriques et les usines d'eau potable durant les

manifestations. Ces dernières ont d'abord éclaté en octobre dernier contre une hausse des tarifs du métro dans la capitale Santiago, puis se sont répandues à travers le pays alors que les Chiliens exprimaient leur mécontentement face au coût élevé de la vie, au manque de services publics et aux inégalités croissantes. Après des mois de protestations antigouvernementales souvent violentes, les autorités se préparent à une autre manifestation nationale en mars pour continuer à faire pression en faveur de meilleurs services publics. En réponse, l'administration Piera a organisé un plébiscite prévu en avril sur la possibilité de modifier la Constitution pour mieux combler l'écart de richesse croissant dans l'une des principales économies d'Amérique latine. «Notre gouvernement va garantir ce plébiscite, et il respectera également la décision que les Chiliens prendront librement et indépendamment le 26 avril», a affirmé M. Piera.

TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Naissance du Groupement algérien des acteurs du numérique

Le Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN), visant à accompagner et à renforcer la croissance des entreprises activant dans le secteur, a été lancé officiellement hier à Alger.



«Créé par un groupe d'entreprises algériennes œuvrant dans le domaine du numérique, le GAAN aspire à réunir un maximum d'acteurs du numérique quels que soient leur taille, statut juridique, niveau d'expertise, secteur de spécialisation ou positionnement géographique, autour de 4 objectifs majeurs, à savoir fédérer, grandir, rayonner et transformer», a déclaré Bachir Tadjeddine, président du GAAN lors d'une conférence de presse consacrée au lancement de ce groupement.

Le GAAN a pour ambition, avec le support des différents acteurs du numérique, de se positionner comme trait d'union entre l'écosys-

tème digital et les centres de décision pouvant impacter son évolution, a-t-il ajouté. M. Tadjeddine a expliqué que «l'Algérie a besoin de rattraper son retard technologique, tout en axant ses choix et orientations stratégiques sur les problématiques locales, qui entravent le développement du secteur», ajoutant qu'il appartient donc naturellement à ces mêmes acteurs d'organiser cette remise à niveau, nécessaire à la mise en place d'un socle technologique solide et transversal à travers le GAAN. De son côté, Roslane Bencharif, vice-président du GAAN, a indiqué que la démarche du groupement est «inclusive et ne peut se concrétiser

que grâce à l'intelligence collective et à l'adhésion d'un maximum d'acteurs souhaitant apporter leur pierre à l'édifice». Le GAAN propose une multitude de services et d'avantages à ses adhérents auprès d'opérateurs nationaux mais aussi, de facilitations pour la participation à des événements internationaux autour du numérique. Le groupement a annoncé, à cette occasion, la création prochaine d'une plateforme d'offres de demandes d'emploi dédiée au numérique et d'une base de données des entreprises et des compétences algériennes activant dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Pentagone annonce l'adoption de «principes éthiques»

Le Pentagone a annoncé lundi l'adoption de «principes éthiques» pour l'usage par les forces armées de l'intelligence artificielle, une mesure notamment destinée à convaincre les employés des géants technologiques américains de collaborer avec les militaires.

«L'intelligence artificielle changera beaucoup de choses sur le champ de bataille du futur, mais rien ne fera changer l'engagement inébranlable de l'Amérique à se comporter de façon responsable et légale», a noté le ministre américain de la Défense Mark Esper. Le Pentagone, qui critique régulièrement l'utilisation qu'elle juge policière de la reconnaissance faciale par la Chine, s'engage notamment à attribuer à l'intelligence artificielle des utilisations «explicitement et bien définies», selon un communiqué. Ces équipements «intelligents», qui acquièrent eux-mêmes, par l'expérience, les capacités nécessaires pour accomplir les tâches qui leur sont assignées, seront aussi «fiables» et leurs spécifications seront transparentes, assure l'armée américaine. Ils seront enfin «gouvernables», c'est à dire qu'ils pourront être désactivés en cas de fonctionnement aberrant. La question des

armes autonomes reste un sujet de débat au sein du Pentagone, où le principe de base est que l'être humain doit «rester dans la boucle», une formule qui implique que la machine elle-même ne peut pas prendre la décision de tirer sur une cible. Ces principes ont été définis à l'issue de 15 mois de consultations avec des représentants des géants technologiques américains, des grandes universités et de l'administration sous la présidence d'Eric Schmidt, ancien président du conseil d'administration de Google. Sous la pression de ses employés, Google avait renoncé en 2018 à un contrat avec le Pentagone destiné à aider les drones à mieux distinguer les objets des humains grâce à l'intelligence artificielle, un projet baptisé «Maven». «Si nous avions eu les principes éthiques sur l'intelligence artificielle il y a trois ans (lors du lancement du projet Maven) et si nous avions été transparents sur ce que nous tentions de faire, peut-être que le résultat aurait été différent», a commenté le général Jack Shanahan, responsable de l'intelligence artificielle au Pentagone, en présentant ces nouveaux principes à la presse.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Bechar - Daïra de Bechar - commune de Bechar
Direction des finances et des affaires économiques
Service des marchés publics et des équipements
NIF /096008019039232

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article n°65 alinéa 02 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale de Bechar, informe l'ensemble des soumissionnaires

ayant participé à rappel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales : N° 06/2019 paru dans les quotidiens Mostakbal El Magharibi en date du 17/10/2019 – DK NEWS du date du 24/10/2019 et BOMOP semaine du 27 octobre au 02 novembre 2019 pour réalisation des stade de proximité au niveau de la commune de Bechar répartie des lots suivants : Lot 01 : Réalisation Stade de Proximité A Lotissement Raid Ferej - Lot 02 : Réalisation Stade de Proximité Pres Cem Lahdeb - Lot 03 : Réalisation Stade De Proximité Pres Cem Malek Ben Nabi - Lot 04 : Réalisation stade de proximité Hai Escadron - Lot 05 : Réalisation Stade De Proximité Hai Hai Tindroud - Lot 06 : Réalisation Stade De Proximité Hai Kettara - Lot 07 : Réalisation Stade De Proximité Logts Route Lahmer - Lot 08 : Réalisation Stade De Proximité Lala Aicha Stade Casa - Lot 09 : Réalisation Stade De Proximité Hai 800 logts, qu'à l'issue de l'analyse et le jugement des offres conformément aux critères fixés dans le cahier des charges, le marché est attribué provisoirement comme suit :

N°	Entreprise	Projet	Montant de la soumission en TTC	Montant corrigé en TTC	Délai	Note TEC	NIF	Critères de choix
01	EURL SARL EL BACHIR HYDROSUD 5000 GERANT BECHRI MNERKA	Lot 01 : Réalisation Stade de Proximité A Lotissement Raid Ferej	6.300.920.00 DA		03 mois	65.30/100	000808094294891	Moins disant
02	E.T.C.E BENCHIKH HOURIA	Lot 02 : Réalisation Stade de Proximité Pres Cem Lahdeb	6.227.936.00 DA		03 mois	62.60/100	296508100015836	Moins disant
03	EURL SARL BNTB TRAVAUX BATIMENT GERANT BENHAMOU NADIR	Lot 03 : Réalisation Stade De Proximité Pres Cem Malek Ben Nabi	6.929.786.50 DA		Vingt 20 jours	62.00/100	000308019001656	Moins disant
04	SARL BK – FORUM GERANT BELHADDAD KHALED	LOT 04 : Réalisation stade de proximité Hai Escadron	8.997.352.00 DA		01 mois	63.30/100	001134046430846	Moins disant
05	ETC.E BAGHDADI MOSTEFA	LOT 05 : Réalisation Stade De Proximité Hai Hai Tindroud	9.002.588.00 DA		01 mois	61.30/100	198208010083630	Moins disant
06	E T B T C E BOUZADI HADJ	LOT 06 : Réalisation Stade De Proximité Hai Kettara	9.003.659.00 DA		Vingt 20 jours	63.60/100	105653800001228	Moins disant
07	E T C. E HALOU RABAH	Lot 07 : Réalisation Stade De Proximité Logts Route Lahmer	9.200.020.90 DA		01 mois	65.20/100	195043020412449	Moins disant
08	EURL SARL M.C.P.S GERANT MIR MOUHAMED	Lot 08 : Réalisation Stade De Proximité Lala Aicha Stade Casa	7.019.548.20 DA		02 mois	61.60/100	000408019004456	Moins disant
09	E.TB KOUIDRI BOUDJEMAA	Lot 09 : Réalisation Stade De Proximité Hai 800 logts	9.166.867.50 DA		01 mois	61.00/100	169450900190401	Moins disant

Le soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune de Béchar dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de publication du présent avis dans le : BOMP ou la presse. Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités à se rapprocher de la commune de Béchar (Service des marchés publics et des équipements) dans un délai de trois (03) jours à compter du 1er jour de la publication du présent avis.

APAC Le renouveau du cinéma algérien passe par la libération de l'expression artistique

Les membres de la nouvelle Association des producteurs algériens de cinéma (Apac) ont appelé lundi à Alger à libérer l'expression artistique en levant les obstacles bureaucratiques qui entravent le développement de l'industrie cinématographique en Algérie.

S'exprimant lors d'un point presse organisé à la salle de la cinémathèque d'Alger, les membres de cette association, présidée par le réalisateur et producteur Belkacem Hadjadj, ont insisté sur la nécessité de "libérer la création et le potentiel des cinéastes" comme "préalable" au développement de cet art.

A ce propos Belkacem Hadjadj a dénoncé le blocage et l'interdiction de diffusion des films, qualifiant ces pratiques de "réflexes archaïques" à l'heure où "tout peut se voir sur différents supports", dit-il. Récemment organisés en association, ces 17 producteurs et réalisateurs regroupés dans l'Apac ont présenté un programme pour le développement du septième art, basé sur "la révision des modes de financement publics et privés", "la diffusion et l'exploitation du produit cinématographique", "la formation", et une nouvelle "organisation de la profession".

Les membres de l'Apac proposent de revoir le fonctionnement de l'Fdativ (Fonds de développement de l'art et de la technique et de l'industrie cinématographique) et d'en augmenter le budget, tout en élevant l'exigence de qualité des œuvres éligibles au soutien alloué par ce fonds. Ils proposent également d'impliquer financièrement les chaînes de télévision et de mettre en place des fonds régionaux de soutien au cinéma.

Concernant la diffusion, les membres de l'Apac comme Yas-



mine Chouikh plaident pour une ouverture de l'investissement privé et l'accompagnement des opérateurs désireux d'investir dans les infrastructures et la distribution. Elle évoque également la formation de gestionnaires de salles de cinéma afin d'aller vers des programmes spéciaux en direction des écoliers, lycéens et étudiants.

Le réalisateur et producteur Djâfar Gacem est revenu pour sa part sur les propositions de formation aux différents métiers du cinéma, soumises au ministère de la Culture, mais "restées sans suite", ainsi qu'il l'a affirmé.

Parmi ces propositions, l'obligation de "remise à niveau des techniciens" en activité et la création d'un institut supérieur des métiers du cinéma "en jumelage avec de grandes écoles étrangères"

et dont il est question depuis une vingtaine d'années, a-t-il rappelé.

L'Apac appelle également à une organisation de la profession, basée sur l'"octroi rigoureux" de la carte professionnelle et à une ouverture sur producteurs étrangers souhaitant tourner des films en Algérie, ce qui permettra de générer des retombées financières et de renforcer la formation, assurent-ils. Concernant la promotion du cinéma algérien à l'étranger, ils recommandent d'assurer un accompagnement logistique aux "productions à haute valeur artistique".

Le programme de l'Apac a été transmis au secrétaire d'Etat chargé de l'industrie cinématographique lors de la rencontre nationale sur le cinéma organisée récemment, a indiqué Belkacem Hadjadj.

CINÉMA Bouira abrite la 2^e édition des Journées nationales du court métrage amateur

La maison de la culture Ali Zaâmour de la ville de Bouira abrite depuis lundi la deuxième édition des journées nationales du court métrage amateur avec la participation de plusieurs jeunes réalisateurs venus des différentes wilayas, a-t-on constaté.

La deuxième édition se veut un hommage au réalisateur Mohamed Rahal. Plusieurs autres jeunes réalisateurs amateurs issus des wilayas d'Alger, Chlef, Mostaganem, Tindouf, Relizane, Annaba, Béjaïa, Bouira prennent part à cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 27 février, a expliqué la directrice de la maison de la culture, Saliha Chirbi.

Le coup d'envoi de ces journées nationales a été donné dans la matinée par les autorités locales de la wilaya, à leur tête le wali Lekhal Ayat Abdeslam.

Au cours de cette édition, une vingtaine de films courts-métrages, à l'image de "Ayghar Akka" du réalisateur amateur Mokhtari Fatah et d'une durée de 21 minutes, seront projetés



avant que la commission de jury ne procède à une sélection finale des trois meilleurs films. "Des prix d'encouragement seront remis aux trois premiers lauréats de cette édition", a précisé Mme Chirbi à l'APS. Le réalisateur Lakhdar Ayoub Bouzid est présent à cette édition pour présenter son court-métrage sous le titre "Ithnayn Fi Wahid". Le court métrage "Chiraz" du réalisateur Cherbhal Mustapha (Séif) est aussi présent à cette manifestation. La deuxième édition de ces journées nationales a pour objectif de "promouvoir l'activité cinématographique et d'encourager les jeunes réalisateurs amateurs à

développer leurs connaissances dans ce domaine", a souligné la directrice de la maison de la culture Ali Zaâmour. Au cours du lancement de ces journées, le jeune réalisateur Mohamed Rahal (Bouira) a été honoré à l'occasion par les responsables de la maison de la culture.

"Je suis très content d'avoir été honoré. Je remercie tous les responsables de la maison pour cette action qui va m'encourager à plus de réalisations", a confié M. Rahal à l'APS. Des expositions dédiées aux portraits et aux photographies de cinéastes et réalisateurs algériens, est organisée à l'entrée de l'édifice culturel.

PRIX RACHED BEN HAMAD AL-CHARQI AUX EMIRATS

Malika Bendouda félicite les quatres Algériens lauréats



Quatre (4) écrivains algériens ont reçu, lundi à Fajairah aux Emirats arabes unis (EAU), le Prix Rached ben Hamad Al-Charqi pour la création, dans sa deuxième édition.

Dans la catégorie théâtre, l'auteur Abdelmouaim Ben Sayeh a obtenu le 1er Prix pour son texte "Les poèmes de l'Iliade", dans la catégorie de la nouvelle, l'écrivain Miloud Yabrir a reçu le 1er Prix pour sa collection "L'homme sur le point de faire une chose".

L'auteur Abdelrachid Hemissi a décroché le 2e Prix dans la catégorie du roman pour jeunes pour son roman "Baqia Ben yaqhdan" et l'écrivaine Amina Benmensour s'est adjugé le 3e Prix pour son roman "Saâ oua nisfmina dhadjidj

(Une heure et demi de vacarme).

Dans un message de félicitations publié sur le site web du ministère de la Culture, la ministre Malika Bendouda s'est félicitée d'une consécration reflétant les talents dont foisonne la scène culturelle nationale en jeunes créateurs talentueux et performants qui contribuent au rayonnement de la culture nationale.

Institué en 2019 dans les domaines de la critique, le roman, le conte, la poésie et le théâtre, le Prix Rached ben Hamad Al-Charqi est décerné dans deux catégories: dans le roman pour adultes et jeunes, tandis que pour le reste des catégories, il est attribué aux jeunes.

APS

ETATS UNIS-CANADA

«Sonic» talonné par «L'Appel de la forêt» en tête du box-office nord-américain

Le porc-épic bleu de «Sonic le film» est resté de justesse en tête du box-office nord-américain ce week-end, talonné par «L'Appel de la forêt», nouvelle adaptation du célèbre roman de Jack London, selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations. Sorti le week-end dernier, le long-métrage dédié à la boule bleue du groupe japonais Sega, l'un des personnages de jeux vidéo les plus célèbres au monde, a engrangé 26,2 millions de dollars de recettes de vendredi à dimanche aux Etats-Unis et au Canada. Ses recettes cumulées atteignent 106,5 millions de dollars en deux semaines. Malgré des critiques globalement négatives, la version Walt Disney de «L'Appel de la forêt», avec Harrison Ford et le Français Omar Sy, arrive en deuxième position pour sa sortie. Le film pour enfants alliant effets spéciaux et



paysages grandioses, qui raconte les aventures du chien Buck pendant la ruée vers l'or au Canada et en Alaska, a engrangé 24,8 millions de dollars pendant le week-end.

Il prend la place de «Birds of Prey», film inspiré de l'univers DC Comics avec Margot Robbie en tête d'affiche, qui recule en troisième position. Ce spin-off de «Suicide Squad» (2016) a rapporté 6,8 millions de dollars (72,5 millions de dollars depuis sa sortie il y a trois semaines). Pour sa sixième semaine sur les écrans, «Bad Boys for

Life», troisième opus de la célèbre saga policière teintée d'humour avec Will Smith, s'accroche à la quatrième place du classement, avec 5,85 millions de dollars engrangés (191,4 millions

depuis sa sortie). Une autre sortie, le film d'horreur «The Boy: la malédiction de Brahms», avec Katie Holmes, se classe cinquième avec 5,8 millions de dollars.

Voici le reste du Top 10:

- 6- «Nightmare Islands» (4,3 millions de dollars en trois jours, 20,2 millions en deux semaines)
- 7- «1917» (4,2 millions de dollars pendant le week-end, 152 millions en neuf semaines)
- 8- «Parasite», Oscar du meilleur film (3 millions en trois jours, 48, millions en vingt semaines)
- 9- «Jumanji: next level» (2,9 millions sur le week-end, 310,9 millions en onze semaines)
- 10- «The Photograph» (2,8 millions en trois jours, 17,6 en deux semaines).

NBA: Dallas conteste sa défaite contre Atlanta pour erreur arbitrale

Les Dallas Mavericks, battus samedi à Atlanta (111-107), ont posé réclamation auprès de la NBA pour invalider ce résultat, dû selon eux à une erreur d'arbitrage, a indiqué lundi la Ligue qui va étudier leur requête.

L'action litigieuse a eu lieu à 8.4 secondes du buzzer, quand le meneur des Hawks Trae Young a vu sa tentative contrée par Dorian Finney-Smith. Les arbitres, estimant que le contre avait été effectué à la redescende du ballon, l'ont invalidé.

Mais dans l'action, un autre joueur des Hawks John Collins a suivi et marqué d'une claquette pour faire passer le score à 111-107. Les arbitres ont alors revu les images et finalement décidé que le contre était valable, tout en accordant le panier de Collins. Sauf qu'il a été mis juste après le coup de sifflet sanctionnant le contre qu'ils avaient initialement jugé non valable.

En conséquence, les Mavs, plaidant «une mauvaise application du règlement», réclament que les 8.4 dernières secondes soient rejouées avec un avantage de deux points en faveur des Hawks (109-107) et un entre-deux. Saisie, la NBA a indiqué, par la voix de son porte-parole Mike Bass, que «l'affaire sera analysée dans sa totalité».

«Sa totalité», car aussitôt la fin de la rencontre le propriétaire des Mavericks, Mark Cuban, avait verbalement exprimé sa frustration sur Twitter, s'exposant à une amende.

Selon lui, les joueurs de Dallas avaient stoppé leur action après le coup de sifflet. Ce que ne démontrent pas vraiment les images. En revanche, selon le règlement, après un coup de sifflet une action s'arrête, donc le panier de Collins n'aurait effectivement pas dû être validé.

A l'entame du dernier tiers de la saison régulière, les Mavericks sont 7es de la conférence Ouest et luttent pour finir parmi les huit premiers afin de se qualifier pour les play-offs.

C'est la deuxième fois cette saison qu'une équipe conteste un résultat.

Début décembre, Houston avait demandé à rejouer la fin d'un match contre San Antonio, pour un dunk valable refusé à James Harden. En vain.

BOXE/TOURNOI PRÉ-OLYMPIQUE (5E JOURNÉE): L'Algérien Mordjane (57 kg) éliminé en 8es de finale

Le boxeur algérien Oussama Mordjane (57 kg) a été éliminé lundi en huitièmes de finale du tournoi pré-olympique qui se déroule à la salle Arena de Dakar (Sénégal), après sa défaite devant l'Angolais Pedro Manuel Gomes, aux points.

L'élimination de Mordjane intervient après celles concédées par Fatima-Zahra Senouci (57 kg) qui avait été battue en quarts par la Botswanaïse Kenosi Sadie et Sara Kali (69 kg), battue en 8es de finale des 69 kg, par l'Ivoirienne Sedja Sanogo.

Un peu plus tôt, Ichrak Chaib (75 kg) s'était qualifiée pour les demi-finales, en dominant la Congolaise Marie-Joël Mwiki, aux points.

L'Algérienne sera opposée à la Marocaine Khadija Mardi, pour le compte des demi-finales prévues aujourd'hui.

Cette 5e journée du tournoi pré-olympique de Dakar verra également l'entrée en lice, dans la soirée, de Chemseddine Kramou (69 kg) qui sera opposé au Ghanéen Jessie Lartey, dans le cadre des huitièmes de finale. Dimanche, quatre pugilistes algériens ont composé leur billet pour les quarts de finale. Il s'agit de Yahia Abdelli (63 kg), Mohamed Flissi (52 kg), Imane K helif (60 kg) et Younes Nemouchi (75 kg).

Chez les messieurs, les trois premiers valideront leur billet aux JO de Tokyo, excepté les catégories de 91 et +91 kg qui verront la qualification des finalistes seulement. Chez les dames, les finalistes seront qualifiées, sauf pour la catégorie des 51 kg où les trois premières valideront leur billet aux JO-2020. Le tournoi pré-olympique de Dakar se poursuivra jusqu'au 29 février, en présence de 13 pugilistes algériens (8 messieurs et 5 dames). A la fin du tournoi, 33 boxeurs (22 hommes et 11 femmes) seront qualifiés pour Tokyo-2020.

INFRASTRUCTURES : La nouvelle piste du stade "SATO" posée avant le 1er mai

La nouvelle piste d'athlétisme du stade "SATO", qui relève du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, sera posée "avant le 1er mai prochain", a-t-on appris hier de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

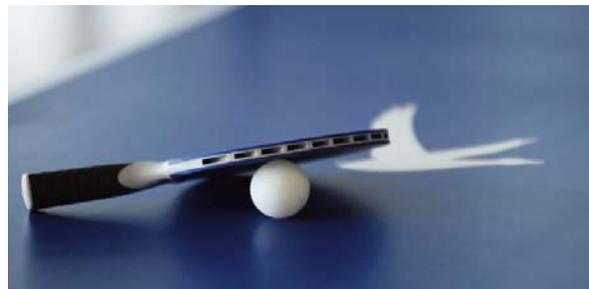
Une bonne nouvelle qui a réjoui l'instance, car cette piste est appelée à accueillir une partie des épreuves inscrites au programme des prochains Championnats d'Afrique d'athlétisme, prévus du 24 au 28 juin 2020 à Alger.

Lors des Championnats d'Afrique, "le SATO abritera les épreuves de lancer, alors que les autres spécialités (courses et sauts), se dérouleront au stade du 5-Juillet", relevant également du Complexe Mohamed-Boudiaf, a encore précisé la FAA.

Le "SATO" et sa piste d'athlétisme avaient pris un coup de vieux et les pouvoirs publics ont profité de l'organisation des prochains Championnats d'Afrique pour les moderniser.



TENNIS DE TABLE: Les Mondiaux par équipes en Corée du Sud reportés à cause du virus



Les Mondiaux par équipes de tennis de table, qui devaient se tenir le mois prochain dans la ville sud-coréenne de Busan, ont été reportés à juin en raison de l'épidémie de coronavirus, a annoncé hier dans un communiqué la Fédération internationale.

La compétition, initialement prévue du 22 au 29 mars, a été reprogrammée du 21 au 28 juin, selon un calendrier encore provisoire, a précisé la Fédération internationale de tennis de table (ITTF).

ACCIDENT DE KOBE BRYANT: Sa veuve poursuit en justice la société d'hélicoptères

La veuve de Kobe Bryant a entamé lundi des poursuites judiciaires contre la société ayant affrété l'hélicoptère qui s'est écrasé près de Los Angeles le 26 janvier, tuant la légende du basket, sa fille de treize ans et sept autres personnes.

La plainte a été déposée par Vanessa Bryant auprès d'un tribunal de Los Angeles le jour même où la ville rendait un dernier hommage public à Kobe et Gianna Bryant, en présence d'un parterre de stars réunies au Staples Center.

Cette plainte vise les sociétés Island Express Helicopters et Island Express Holding Corp, ainsi que les ayants droit du pilote de l'hélicoptère, Ara Zobayan, lui aussi mort dans l'accident dont les causes, indéterminées, font l'objet d'une enquête. Les autres victimes sont un entraîneur de base-ball, John Altobelli, sa femme Keri et leur fille Alyssa qui jouait au basket dans le même club que Gianna, Christina Mauser, entraîneuse adjointe de



l'équipe de basket des deux adolescentes, et Sarah et Payton Chester, une mère et sa fille. Les enquêteurs de l'agence américaine chargée de la sécurité dans les transports (NTSB) ont déjà établi que le moteur de l'hélicoptère, dont les débris étaient éparpillés sur près de 200 mètres de flanc de colline, n'avait pas connu de défaillance. Ils continuent à analyser les éléments récoltés sur place et les données de vol pour tenter de déterminer les circonstances du drame, survenu alors qu'un épais brouillard recouvrait la zone. Ces investigations

vont durer des semaines, sinon des mois, et le rapport final n'est pas attendu avant au moins un an.

La plainte de Vanessa Bryant reproche notamment à la société exploitant l'hélicoptère d'avoir autorisé l'appareil à voler dans «un épais brouillard et des nuages bas» en ce dimanche matin, des conditions météo qui avaient incité les forces de l'ordre et autres opérateurs touristiques à maintenir de leur côté leurs hélicoptères au sol. Les avocats de la veuve estiment que la société Island Express Helicopters n'avait pas les autorisations

nécessaires pour permettre à ses appareils de voler sans visibilité, à l'aide des seuls instruments de navigation.

Le pilote «Ara George Zobayan a tenté de manœuvrer l'hélicoptère vers l'avant et le haut pour sortir des nuages, puis a entamé un virage qui a précipité l'hélicoptère contre un terrain pentu à une vitesse d'environ 290 km/h», accuse la plainte.

Le document affirme en outre que M. Zobayan avait été épinglé par l'aviation civile américaine en 2015 pour avoir volé sans respecter les règles de navigation à vue.

LIGUE 1 : Le MCA amorce son redressement, Neghiz provoque le déclic

Le MC Alger, vainqueur lundi du derby de la capitale face à l'USM Alger (1-0) au stade du 5-Juillet, a amorcé son redressement en alignant une troisième victoire de rang, toutes compétitions confondues, et se relance dans la course au titre, à 11 journées de la fin du championnat de Ligue 1 de football.



faite lors de la première manche disputée à Blida (1-2).

L'arrivée de Nabil Neghiz, appelé à remobiliser les troupes et surtout dépoussiérer la "machine", était salutaire pour le Mouloudia.

L'ancien entraîneur-adjoint de l'équipe nationale (2014-2016) a réussi son premier test à domicile face à la JS Saoura (1-0), permettant au passage au MCA de renouer avec la victoire sur le plan local.

Le test-révéléateur devant l'USM Alger, qui court derrière son premier succès depuis le début de la phase retour, a également été passé avec succès par Neghiz, dont les choix des joueurs alignés ont fini par lui donner raison.

Le MCA, qui compte un match en moins à disputer à domicile face au Paradou AC, aura ainsi une belle occasion de confirmer son réveil et surtout revenir à la hauteur du leader, le CR Belouizdad.

Ayant traversé une zone de turbulences marquée par deux éliminations coup sur coup en 1/16 de finale de Coupe d'Algérie face au WA Boufarik et en 1/4 de finale de Coupe arabe face aux Marocains du Raja Casablanca, le "Doyen" est parvenu, avec ce succès, à se remettre définitivement sur rails.

Chargé d'assurer l'intérim, le Directeur technique sportif (DTS) du MCA, Mohamed Mekhazni, dont le bilan était loin d'être satisfaisant, avait réussi tant bien que mal à allumer la première étincelle, en menant l'équipe à une victoire certes inutile mais de prestige à Casablanca face au Raja (1-0), en 1/4 de finale (retour) de la compétition arabe.

Ce succès s'était avéré en effet insuffisant pour permettre aux coéquipiers du buteur maison Samy Frioui de passer au dernier carré, après la dé-

LIGUE 1 : Le NAHD et le MOB sanctionnés d'un match à huis clos (LFP)

Le NA Hussein-déy a écopé d'un match à huis clos pour jet de projectiles (3ème infraction) lors du match contre l'USM Bel Abbès (1-1) comptant pour la 19e journée du championnat de Ligue 1, a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP). Le club Sang et or devra en outre payer une amende de 200.000 DA. La commission de discipline réunie ce lundi, a infligé également un match à huis clos et 200.000 DA au MO Bejaïa pour "jet de projectiles", 3ème infractions lors de la rencontre à domicile contre le RC Relizane (2-2) pour le compte de la 20e journée du championnat de Ligue 2. D'autre part, les joueurs de l'USM Annaba, Hadeif Abdelmalik et Toumi Akram Seif Eddine, ont été sanctionnés de quatre matchs de suspension et 40.000 DA d'amende pour "comportement anti sportif envers officiel".

COUPE ARABE DES NATIONS U20 : Tunisie-Algérie en quarts de finale demain à Dammam

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans affrontera son homologue tunisienne demain à 12h45 (algériennes) à Dammam (Arabie saoudite) en quarts de finale de la Coupe arabe de la catégorie.

L'équipe algérienne a validé son billet pour les 1/4 de finale grâce à sa victoire contre son homologue saoudienne 2 à 1, lundi en match comptant pour la troisième et dernière journée de la phase de poules. Elle termine en 2e position du groupe C, devancée par l'Egypte, auteur d'un sans faute (9 points).

La Tunisie, elle, a terminé leader du groupe A avec 7 points de deux victoires contre respectivement l'Irak (2-1) et la Mauritanie (1-0) et un nul devant le Koweït (1-1). Seize pays scindés en quatre groupes de quatre prennent part à cette compétition qui se déroule dans trois villes saoudiennes : Ryadh, Dammam et El Khobr. Les quarts de finale auront lieu les 27 et 28 février. Les demi-finales se joueront elles le 2 mars, soit trois jours avant la finale programmée au stade de l'Emir Mohamed Ben Fahd à Dammam.

LIGUE 1 (19E JOURNÉE) : Victoire du MC Alger devant l'USM Alger (1-0)

Le MC Alger s'est imposé devant l'USM Alger sur le score de 1 à 0, (mi-temps : 0-0), en match de clôture de la 19e journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputé lundi soir au stade du 5 juillet (Alger). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Frioui à la 62e minute de jeu pour le MCA.

A la faveur de cette victoire, le MC Alger, qui compte encore un match retard face au Paradou AC, reprend la 2e place du classement avec 33 points à trois longueurs du leader, tandis que l'USM Alger reste scotchée au 9e rang avec 25 points. La 19e journée avait débuté samedi et a été marquée notamment par la chute du leader le CR Belouizdad à Biskra face à l'USB (1-0).

Résultats complets des rencontres de la 19e journée :

Samedi :	
US Biskra - CR Belouizdad	1-0
NC Magra - ES Sétif	0-1
NA Hussein-Dey - USM Bel-Abbès	1-1
Paradou AC - JS Saoura	0-1
JS Kabylie - ASO Chlef	4-1
MC Oran - AS Aïn M'lila	3-1
CABB Arréridj - CS Constantine	1-3
Lundi :	
USM Alger - MC Alger	0-1

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	36	19
2). MC Alger	33	18
3). JS Kabylie	32	19
4). ES Sétif	30	19
-). CS Constantine	30	19
6). MC Oran	28	19
7). JS Saoura	26	19
-). USM Bel-Abbès	26	19
9). USM Alger	25	19
10). ASO Chlef	24	19
11). AS Aïn M'lila	23	19
12). Paradou AC	22	18
-). CABB Arréridj	22	19
14). NC Magra	18	19
-). US Biskra	18	19
16). NA Hussein-Dey	16	19

FRANCE - DIJON FCO : Un mois d'absence pour Benzia, blessé aux ischios

Le milieu offensif international algérien Yassine Benzia, fraîchement arrivé à Dijon FCO (Ligue 1 française de football), devra s'éloigner des terrains pendant un mois en raison d'une blessure aux ischios, rapporte hier la presse locale.

Le joueur algérien, blessé vendredi dernier à l'entraînement, souffre d'une déchirure aux ischios nécessitant une période de repos qui va durer entre trois et quatre semaines.

Benzia (25 ans) s'est engagé avec Dijon, actuel 17e au classement du championnat, pour un contrat de trois ans et demi en provenance de l'Olympiakos (Div.1 grecque).

Il avait atterri en Grèce l'été dernier à titre de prêt pour une saison avec option de Lille OSC (Ligue 1/France).

Toutefois, son aventure avec l'Olympiakos, où évolue également l'attaquant international algérien Hilal Soudani, s'est avérée un flop, puisqu'il compte neuf apparitions seulement cette saison, toutes compétitions confondues.

Après un passage raté en Turquie à Fenerbahçe la saison précédente et un manque de temps de jeu lors de l'actuel exercice avec le club d'Athènes, le retour de Benzia en France devrait lui permettre de frapper de nouveau aux portes de la sélection algérienne, lui qui n'avait pas été retenu pour la dernière CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE (21E JOURNÉE) : ASMO - MCS demain à huis clos (LFP)

Le match ASM Oran - MC Saïda a été programmé le jeudi 27 février à 16h00, au stade de Habib-Bouakeul d'Oran, en ouverture de la 21e journée de Ligue 2 algérienne de football, devant se poursuivre le samedi 29 février, suivant le calendrier dévoilé lundi par la Ligue de football professionnel (LFP).

Un match prévu sans public, en raison du huis clos qui pèse actuellement sur le club hôte, a précisé la LFP.

Les deux antagonistes restent sur une victoire, le MCS avait dominé l'Amel Boussaâda (2-1), alors que l'ASMO avait battu le WA Tlemcen (3-2) dans le derby de l'Ouest.

Des succès ayant permis à ces deux formations de réaliser une assez bonne opération au classement général, puisque l'ASMO s'est hissée à la 7e place, avec 29 points, devant le MCS (11e / 25 pts).

Les sept autres rencontres inscrites au programme de cette 21e journée se joueront le samedi 29 février, avec en tête d'affiche le choc WA Tlemcen - Olympique Médéa, entre le Dauphin qui reçoit le leader, au moment où les mal-classés: JSM Béjaïa - USM El Harrach se livreront à un autre chaud duel, au stade de l'Unité Maghrébine.

Autres matchs qui vaudront probablement le détour, le duel entre clubs de haut de tableau, RC Relizane - AS Khroub, entre le 5e qui reçoit le 8e, ainsi que le combat pour le maintien, entre l'OM Arzew (13e) qui reçoit l'USM Annaba (10e).



PARIS SG: Thiago Silva forfait pour le match retour contre Dortmund en Ligue des champions

Le défenseur brésilien Thiago Silva a contracté une lésion du biceps fémoral de la cuisse droite lors de la victoire contre Bordeaux dimanche soir, a indiqué le PSG dans un communiqué lundi, ce qui l'empêchera de jouer contre Dortmund en Ligue des champions le 11 mars.

Sa "reprise est estimée à trois semaines selon l'évolution clinique", précise le club parisien, après la blessure de son capitaine survenue en début de match lors de la victoire 4-3 contre les Girondins.

Idrissa Gana Gueye l'avait remplacé après 17 minutes de jeu, à la suite de la douleur ressentie par Thiago Silva.

Vaincus 2-1 lors du match aller en Allemagne, les Parisiens sont déjà privés de Marco Verratti et Thomas Meunier, suspendus, pour la réception du Borussia en 8e de finale retour de Ligue des champions.

Cette mauvaise nouvelle pourrait changer les plans de l'entraîneur Thomas Tuchel, qui avait privilégié un système à trois défenseurs centraux lors du match aller, mais qui peut compter sur Marquinhos, auteur d'un doublé dimanche soir.

Une nouvelle fois, les Parisiens ne seront pas au complet à cette période de la saison, eux qui avaient déjà dû faire sans Neymar lors des deux dernières saisons à ce stade de la compétition. Le Paris SG ajoute dans ce communiqué que le milieu de terrain basque Ander Herrera "sera absent entre 6 et 8 semaines" en raison d'une lésion du quadriceps gauche.

FOOTBALL LEAKS, LUANDA LEAKS: Plainte auprès de l'UE du hacker Rui Pinto

Le hacker portugais Rui Pinto, à l'origine des "Football Leaks" et des "Luanda Leaks", a déposé une plainte auprès de l'UE contre le Portugal qu'il accuse de non respect des règles européennes en matière d'extradition, ont indiqué lundi ses avocats.

"Il y a eu plusieurs irrégularités dans l'extradition de Rui Pinto au regard de la loi européenne", notamment en ce qui concerne "le principe de (la règle de) spécialité", a affirmé Me Luisa Teixeira da Mota, l'un des avocats de Rui Pinto citée par l'AFP.

Cette règle interdit en principe que la personne extradée puisse être poursuivie pour une infraction autre que celle ayant motivé la demande d'extradition.

Or, les avocats, de Rui Pinto qui le présentent comme "un très important lanceur d'alerte européen", mettent en avant le fait que la justice portugaise poursuit le hacker pour des délits qui ne figuraient pas à l'origine dans le mandat d'arrêt européen.

Rui Pinto a été extradé en mars 2019 au Portugal par la Hongrie, où il résidait, car il aurait tenté de faire chanter le fonds d'investissement Doyen Sports en exigeant entre 500.000 et un million d'euros pour cesser de publier des documents qu'il avait obtenus illégalement.

Par la suite, le ministre public portugais avait demandé une extension du mandat d'arrêt, acceptée en août 2019 par la Hongrie, afin de pouvoir le poursuivre pour d'autres infractions que celles sur la base desquelles il avait été extradé.

Mais malgré l'obtention de cette extension, la défense du hacker considère que la procédure est entachée d'irrégularités.

Le hacker aujourd'hui âgé de 31 ans est en détention provisoire au Portugal où il attend d'être jugé notamment pour sabotage informatique, violation de correspondance ou extorsion aggravée.

Par l'intermédiaire de William Bourdon, son avocat français, Rui Pinto avait engagé fin 2018 une collaboration avec le Parquet national financier français, qui avait estimé que le hacker avait permis des "développements majeurs" dans les enquêtes pour fraude fiscale qu'il a ouvertes.

Plusieurs autorités européennes, dont la France et la Belgique, souhaitent à nouveau rencontrer Rui Pinto dans le but de faire avancer leurs enquêtes.

Les révélations des "Football Leaks", qui ont également conduit à l'ouverture de procédures judiciaires en Belgique et en Suisse, restent à ce jour la plus importante fuite d'informations sur les coulisses du ballon rond.

Le mois dernier, Rui Pinto a également revendiqué être à l'origine des "Luanda Leaks", une fuite de 715.000 documents compromettants pour la milliardaire angolaise Isabel dos Santos, fille de l'ancien président José Eduardo dos Santos.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS (1/8 ALLER) : Real Madrid - Manchester City choc de la journée d'aujourd'hui

L'affiche Real Madrid - Manchester City aujourd'hui en huitième de finale aller de Ligue des champions s'annonce palpitante entre deux formations constellées d'"Étoiles" et désireuses d'aller le plus loin possible dans cette prestigieuse compétition européenne.

Le Real Madrid, qui évoluera au stade Santiago-Bernabeu (20h00 GMT) espère éviter l'humiliation d'une nouvelle élimination à ce stade de l'épreuve, face à des "Cityzens" qui chercheront, de leur côté, à retarder leur "Au revoir" à l'Europe.

A l'occasion de cette rencontre, le Real retrouve un de ses "meilleurs ennemis", le Catalan Pep Guardiola, désormais entraîneur des "Cityzens".

Honni à Madrid car pur produit du FC Barcelone, où il fut auréolé de gloire comme joueur puis entraîneur, Guardiola n'a plus affronté le Real depuis 2014 et une giflle reçue en demies de C1, alors qu'il entraînant le Bayern Munich (défaites 1-0 et 4-0).

Pour le Real, 13 fois vainqueur du trophée, l'objectif est d'éviter une deuxième élimination consécutive au stade des huitièmes de finale, comme cela a été le cas la saison dernière, après



s'être fait éliminer par l'Ajax Amsterdam.

De leur côté, les coéquipiers de Riyad Mahrez visent à retarder leur "Au revoir" à l'Europe, en principe pour deux ans, après les sanctions de l'UEFA -- contestées par le club -- pour "violation du fair-play financier".

Dans l'autre match de la soirée, Lyon reçoit la Juventus Turin dans l'un des duels les plus dés-

équilibrés de ces huitièmes de finale. A la peine en Championnat de France (7e), affaibli par la perte pour plusieurs mois de son meilleur attaquant Memphis Depay, Lyon pourrait être la première victime du buteur Cristiano Ronaldo, qui carbure à un but par match en Serie A mais n'a pas encore débloqué son compteur en C1. A moins que la Juve ne confirme sa pe-

tite forme en déplacement, entrevue ces dernières semaines, avec deux défaites, un nul et une seule victoire à l'extérieur en quatre matches, qui plus est chez la lanterne rouge.

Programme des matches des 8es de finale prévus aujourd'hui :

(20h00 GMT) Lyon (FRA) - Juventus Turin (ITA) - Real Madrid (ESP) - Manchester City (ENG).

CHAMPIONNAT DU JAPON - EPIDÉMIE DU CORONAVIRUS : Tous les matchs reportés jusqu'au 15 mars

La Fédération japonaise de football a annoncé hier avoir décidé de reporter l'ensemble des matches de J-League jusqu'au 15 mars prochain, en raison des craintes de propagation du coronavirus. Une initiative qui intervient quelques heures seulement après le report de sept matches de coupe du Japon,

qui devaient se jouer initialement ce mercredi. Ces mesures sont prises en réponse aux instructions du gouvernement de "limiter autant que possible les rassemblements de personnes", afin d'éviter une contagion massive à une période jugée critique par les spécialistes des maladies infectieuses.

Dans le meilleur des cas, les rencontres ne reprendront qu'à compter du 16 mars, "mais cela dépendra de la situation à ce moment", a précisé un responsable de la J-League. Plusieurs championnats de football sont déjà en suspens à travers l'Asie, en raison de l'épidémie du coronavirus.

La fédération japonaise reporte sept matches de Coupe à cause du virus

La fédération japonaise de football a annoncé hier le report de sept matches de sa Coupe nationale initialement prévus mercredi, en raison des craintes de propagation du coronavirus dans l'archipel. La J-League a précisé dans un communiqué qu'elle discuterait aussi d'un éventuel report de toutes les rencontres prévues jusqu'au 15 mars, assurant de "sa coopération maximale" dans les me-

asures de prévention. Plusieurs championnats de football sont déjà en suspens à travers l'Asie en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus. Tous les matches du championnat chinois ont été suspendus sine die, entraînant le report du début de la saison 2020. Les compétitions du championnat en Corée du sud, deuxième pays le plus touché, ont également été interrompues. Au Japon, le coro-

navirus a infecté jusqu'à présent 691 personnes du paquebot Diamond Princess mis en quarantaine près du port de Yokohama, et 156 personnes dans différentes provinces de l'archipel. Des spécialistes japonais des maladies infectieuses ont averti lundi que le pays arrivait à "un moment critique" face à l'épidémie, tandis que le ministère de la Santé appelait à éviter les foules et les rassemblements.

Cette suspension des matches de Coupe japonais intervient à cinq mois des Jeux Olympiques de Tokyo, prévus pour débuter le 24 juillet. Le comité d'organisation des JO a annoncé samedi qu'il allait retarder la formation des bénévoles qui encadreront la quinzaine olympique, en raison de l'épidémie, et le marathon de Tokyo le 1er mars sera finalement fermé aux quelque 38.000 coureurs amateurs inscrits.

CORONAVIRUS: Inter Milan-Ludogorets et plusieurs matches de Serie A à huis clos

Le match de Ligue Europa entre l'Inter Milan et Ludogorets se tiendra demain à huis clos, tout comme plusieurs matches de championnat d'Italie prévus ce week-end, alors que le nouveau

coronavirus progresse dans le pays. L'Inter Milan a annoncé lui-même sur son site internet que son match face au club bulgare se jouerait sans spectateurs. Le ministre italien du Sport Vincenzo

Spadafora a de son côté annoncé que le gouvernement avait donné son accord à l'organisation de matches à huis clos dans six régions du nord de l'Italie le week-end prochain en Serie A.

Mangala, blessure confirmée

Elaquim Mangala, remplacé le week-end dernier face à la Real Sociedad, est blessé. Encore une mauvaise nouvelle pour le FC Valence. Contraint de céder sa place à la mi-temps lors de la défaite concédée sur le terrain de la Real Sociedad (0-3), Elaquim Mangala souffre d'une blessure musculaire. Le défenseur « présente une lésion musculaire de la partie postérieure de la cuisse gauche. En attente de l'évolution de celle-ci », a communiqué le club « Ché ». L'entraîneur Albert Celades n'a plus que deux centraux à sa disposition: Diakhaby et Gabriel Paulista, en plus de Hugo Guillamon qui a remplacé le Tricolore et qui est issu du centre de formation.



Bonucci : «Ronaldo est d'une autre planète»

Dans un entretien exclusif accordé à L'Equipe, Leonardo Bonucci a parlé de la machine Cristiano Ronaldo: "Ce qui fait de lui un joueur extraordinaire, au-delà de sa technique, c'est sa constance. Il ne laisse jamais le plus moindre détail aller contre lui. On rentre de déplacement à 2 heures du matin, et à 3 heures, il se change et il se plonge dans l'eau froide pour récupérer. Il est en permanence dans le souci d'être le meilleur. C'est une machine de guerre".

A l'image de tous ses coéquipiers, Leo progresse au quotidien aux côtés du portugais: "Tu ne peux que l'admirer et essayer de cueillir deux ou trois choses chez lui qui peuvent te rendre meilleur. Depuis deux ans qu'il est là, je pense que chacun d'entre nous lui a volé quelque chose, en l'observant, et a progressé grâce à lui".

De Bruyne prévient les fans avant Madrid

Le milieu de terrain de Manchester City estime que remporter une Ligue des Champions est un objectif plus dur à atteindre qu'il n'y paraît.

Encore étincelant dans une équipe de Manchester City moins en vue cette saison, Kevin De Bruyne est un joueur capable d'éclabousser à lui seul une rencontre de son talent. Néanmoins, si le Belge impressionne Outre-Manche, où il a notamment remporté deux championnats nationaux, force est de constater que le joueur arrivé en 2015 en provenance de Wolfsburg n'a pas le rayonnement escompté en Ligue des Champions, victime des mauvais résultats des Skyblues. Selon lui, l'attente démesurée des supporters est l'une des raisons des échecs successifs de Manchester City en C1. C'est en tout cas ce qu'il a estimé dans les colonnes du Telegraph ce lundi, en marge du huitième de finale aller de Ligue des Champions contre le Real Madrid. "Si nous ne gagnons pas, tout le monde va dire que nous sommes des échecs comme les cinq dernières années. C'est quelque chose que nous n'avons pas encore gagné. Nous voulons toujours tout gagner, mais parfois une autre équipe est meilleure ou plus performante comme Liverpool le fait cette saison. C'est comme ça et tu dois juste l'admettre", a prévenu Kevin De Bruyne, qui fera office d'atout majeur pour l'équipe entraînée par Pep Guardiola.



Klopp : «Les chiffres sont incroyables»

Lors du dernier match de la 27e journée de Premier League, Liverpool a battu West Ham (3-2), décrochant un 26e succès en 27 rencontres. Les Reds font tomber les records, mais Jürgen Klopp refuse de s'enflammer. Le coach pense déjà au déplacement à Watford le week-end prochain.

Kroos : «Guardiola voulait me garder au Bayern»

Toni Kroos a admis que Pep Guardiola avait tenté de le convaincre de rester au Bayern Munich.

Le milieu allemand affirme d'ailleurs qu'il aurait même pu rester s'il avait été plus sûr de l'avenir de l'entraîneur.

Kroos a connu trois saisons fructueuses sous Guardiola au Bayern et retrouvera son ancien entraîneur lorsque le Real Madrid affrontera Manchester City en Ligue des champions ce mercredi.

"J'ai adoré jouer pour lui", a déclaré Kroos The Athletic. "Et, bien sûr, j'aurais pu renouveler mon contrat au Bayern. Mais je ne pensais pas que ce serait une bonne idée de signer un bail juste pour l'entraîneur. Il voulait que je renouvelle mon contrat, mais cela signifiait quoi de signer un contrat de cinq ans s'il partait avant ?", s'est interrogé l'Allemand.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmadjid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTICE M. Tebboune reçoit les présidents des instances constitutionnelles au 30^e anniversaire du Conseil constitutionnel

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, les présidents des Cours et Conseils constitutionnels participants à la célébration du 30^e anniversaire de la création du Conseil constitutionnel, indique un communiqué de la présidence de la République. Lors de cette audience, le Président Tebboune a exprimé "ses remerciements à l'assistance pour leur participation aux activités scientifiques organisées à l'occasion de cet anniversaire, avant de leur présenter un aperçu sur les efforts consentis pour asseoir les fondements d'une nouvelle République à travers une révision large et consensuelle de la Constitution", a précisé la même source. Pour leur part, les présidents des Cours et Conseils constitutionnels ont exprimé "leurs remerciements à l'Algérie pour l'hospitalité et l'accueil chaleureux qui leur ont été réservés" saluant, par ailleurs, son processus démocratique en cours pour l'édification d'un Etat de droit". L'audience s'est déroulée également en présence du président du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche, conclut le communiqué de la Présidence.

ÉGYPTE: Décès de l'ancien président Hosni Moubarak



L'ancien président égyptien, Hosni Moubarak, est décédé hier à l'âge de 91 ans à l'hôpital militaire Galaa au Caire des suites d'une longue maladie, ont rapporté les médias égyptiens. Les mêmes sources, qui citent l'entourage de la famille Moubarak, ont précisé que l'ancien président est mort après avoir été admis à l'hôpital suite à des complications.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Découverte d'une cache d'armes à M'sila et destruction d'une casemate pour terroristes à Tipasa

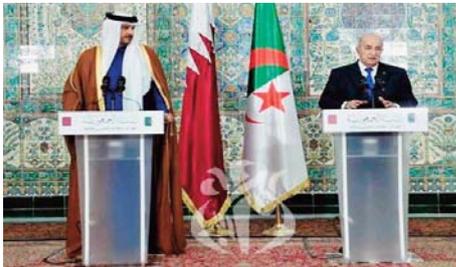
Une cache d'armes a été découverte lundi à M'sila par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), alors qu'un autre détachement a détruit une casemate pour terroristes et une bombe de confection artisanale à Tipasa, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. « Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage menée dans la localité de Djebel El-Fernane, commune d'El Hamel, wilaya de M'sila/ère RM, un détachement de l'ANP a découvert, le 24 février 2020, une cache d'armes contenant deux (2) pistolets automatiques et quatre (4) chargeurs

VISITE OFFICIELLE DE L'EMIR DU QATAR Tebboune : "Entente totale entre l'Algérie et le Qatar sur les questions régionales et Internationales"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait état hier à Alger d'une "entente totale" entre l'Algérie et le Qatar sur les différentes questions régionales et internationales.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec l'émir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, en visite officielle en Algérie, M. Tebboune a affirmé avoir "eu des discussions en tête à tête qui ont été élargies ensuite aux membres des deux délégations", ajoutant que ces entretiens ont été marqués par "une entente totale entre les deux pays sur les points soulevés tant dans les domaines économique et politique que sur les questions régionales (monde arabe) et internationales".

M. Tebboune a souhaité que cette entente entre les deux pays se poursuive, tout en exprimant ses remerciements au Cheikh Tamim pour sa visite en Algérie.



L'émir de l'Etat du Qatar valorise le rôle de l'Algérie dans le règlement des conflits aux niveaux régional et arabe

L'émir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani a valorisé, mardi à Alger, "le rôle de l'Algérie aux niveaux régional et arabe" et sa contribution au "règlement de nombreux conflits".

Dans une déclaration à la presse à l'issue des discussions qu'il a eues avec le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au siège de la Présidence de la République, Cheikh Tamim a indiqué: "nous valorisons le rôle de l'Algérie aux niveaux régional et arabe", soulignant que "l'Algérie a une histoire honorable en matière de réso-

lution des conflits survenus dans la région et le monde arabe. Nous avons besoin, aujourd'hui, de l'Algérie, d'autant que le monde arabe vit, malheureusement, plusieurs crises".

Dans le même cadre, l'émir de l'Etat du Qatar a souhaité "la réussite" du prochain sommet arabe prévu à Alger. Concernant ses discussions avec le Président Tebboune, il a affirmé qu'elles étaient "constructives et bonnes". "Nous sommes d'accord sur tous les points", a-t-il soutenu, exprimant sa détermination à œuvrer "à la promotion des relations bilatérales dans tous les domaines, notamment les domaines économiques et d'investissement".

DÉCÈS D'HERVÉ BOURGES

Le Président Tebboune rend hommage à «un ami de l'Algérie»

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses condoléances à la famille du journaliste et écrivain français, Hervé Bourges, décédé dimanche à l'âge de 86 ans, le qualifiant d'"ami de l'Algérie connu pour ses positions anticolonialistes durant la guerre de Libération nationale".

«J'ai appris avec une grande tristesse la nouvelle du décès du journaliste et écrivain, ami de l'Algérie, connu pour ses positions anticolonialistes pendant la guerre de Libération nationale. Mes sincères condoléances à sa famille et proches», a écrit le Président Tebboune sur sa page Facebook. Hervé Bourges était une grande figure de l'audiovisuel français et militant pour l'indépendance de l'Algérie. Sa vie fut un long parcours entre médias, politique et diplomatie, un temps ambassadeur de France auprès de l'Unesco.

Outre ses rôles éminents dans les médias, Hervé Bourges fut aussi un militant anticolonialiste du temps de la guerre de Libération nationale d'Algérie et un amoureux de l'Afrique. Après l'indépendance de l'Algérie, il occupa plusieurs fonctions et opta pour la nationalité algérienne.



Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et documentaires sur l'audiovisuel, l'Algérie et l'Afrique. Il a déclaré dans un entretien à un média français avoir «tout appris par l'Algérie et par l'Afrique» qui lui «ont ouvert de vastes horizons».

BREXIT : L'Algérie pour un accord de coopération globale avec le Royaume-Uni

L'Algérie et le Royaume-Uni doivent négocier un accord de coopération globale pour substituer à l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) après le Brexit, a indiqué hier à Alger le directeur général Europe, au ministère des Affaires étrangères, Mohamed Haneche.

«Nous pensons que les gouvernements des deux pays doivent entamer, sans perdre de temps, des négociations pour un accord global qui encadre la coopération bilatérale dans ses différents aspects», a déclaré M. Haneche lors du forum d'affaires algéro-britanniques organisé par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et Developing Markets Associates (DMA). Ces négociations, poursuit-il, doivent aboutir à un accord «gagnant-gagnant» qui permettra de profiter des changements que connaît l'Algérie avec l'élection d'un nouveau Président et le Royaume-Uni avec sa sortie officielle de l'Union européenne, pour hisser les relations entre les deux pays au niveau de leurs potentiels énormes. Au-delà du renforcement du commerce bilatéral, cet accord doit intégrer des mécanismes pour améliorer le flux des investissements dans les deux sens.

Les négociations pour l'accord de coopération globale devraient aussi évoquer les volets politique et sécuritaire ainsi que la mobilité entre les deux pays afin de permettre notamment aux hommes d'affaires et étudiants de voyager «sans difficultés», souligne le responsable. «Il est nécessaire d'entamer ces négociations avec de bonnes intentions le plutôt possible puisque nous n'avons qu'une année (période de transition) pour le faire. Il ne faut pas qu'on rate cette chance», a noté M. Haneche expliquant que des discussions exploratoires avaient déjà commencées depuis des mois pour examiner ce dossier.

Il fait savoir, par ailleurs, que le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a reçu hier la délégation d'affaires britannique pour l'Envoyé commercial du Premier ministre britannique en Algérie, Lord Richard Rishy. Cette rencontre fut l'occasion de présenter aux membres de la délégation les grandes lignes de la politique algérienne en matière de développement des relations économiques et d'investissement qui représente une «priorité» pour la partie algérienne, selon le directeur.

De son côté, l'ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie, Barry Lowen, a estimé que le Brexit

constitue un «nouveau début» pour son pays qui cherche désormais à donner un nouveau souffle pour le commerce britannique avec le reste du monde à travers des «nouveaux partenariats».

Pour lui, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est une «opportunité» pour le développement des relations commerciales de ce pays avec l'Algérie dans beaucoup de secteurs. «Je m'adresse aux hommes d'affaires britanniques présents avec nous aujourd'hui. Vous êtes ici au bon endroit et bon moment. Nous connaissons, que ce soit au Royaume-Uni ou en Algérie, un nouveau début qui sera l'occasion pour vous de développer de nouveaux partenariats», a-t-il déclaré.

Lors de son intervention, Lord Rishy a mis en exergue «la détermination» de son pays de partager ces capacités de développement économique, avec l'Algérie qui a exprimé sa volonté, dans le cadre du plan d'action du gouvernement, d'améliorer le climat des affaires, de développer les nouvelles technologies, d'encourager les startups.

Concernant les secteurs prioritaires pour l'investissement en Algérie, le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), Abdelkrim Mansouri, a considéré que les efforts doivent s'orienter notamment vers l'agriculture et de développement rural, l'industrie et les mines, les nouvelles technologies et le numérique, la santé et la gestion des hôpitaux, ainsi que l'environnement et les énergies renouvelables.

Selo les chiffres avancés par M. Mansouri, le portefeuille des investissements britanniques en Algérie comprend actuellement 13 projets d'une valeur globale de 40 millions de dollars. Le Royaume-Uni est ainsi classé 20^{ème} en matière de nombre de projets d'investissement étranger en Algérie et 29^{ème} en matière de volume d'engagement financier. En 2019, l'Algérie était le deuxième fournisseur africain du Royaume-Uni avec 2,3 milliards de dollars, après l'Afrique du Sud. Toutefois, les exportations algériennes vers le Royaume-Uni ont été dominées par les hydrocarbures à hauteur de 98,9%, selon les données de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex). Quant aux importations algériennes en provenance du Royaume-Uni, elles ont atteint 515 millions en 2019 et son composé essentiellement de produits industriels et de médicaments (87,7%).